REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

En France, en Grèce, en Espagne, en Égypte, en Tunisie, en Syrie... seule la révolution prolétarienne ouvrira une issue aux exploités et aux opprimés



Espagne

Grèce Russie Islamisme LO PS Front de gauche

n° 37 mars 2012 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Sarkozy, représentant du capital, accuse les travailleurs d'origine étrangère et les travailleurs jetés au chômage

Un gouvernement des riches, par les riches, pour les riches

Pour l'élection présidentielle (22 avril et 6 mai), le président sortant est de nouveau candidat. Dans la logique bonapartiste de la 5e République bourgeoise (dénoncée par François Mitterrand jusqu'à ce qu'il devienne président), l'élection du chef suprême détermine les élections législatives (10 et 17 juin).

Dans le régime façonné par le général réactionnaire Charles De Gaulle, le Parlement ne joue qu'un rôle d'appoint au gouvernement, lui-même nommé par le Président de la République qui est aussi le chef des armées et qui peut prendre les pleins pouvoirs quand il l'estime nécessaire (article 16 de la Constitution).

Nicolas Sarkozy n'est pas seulement adoubé par Merkel, il est le principal candidat de la bourgeoisie française. Il a donc plus d'argent que les autres pour mener campagne, il s'appuie sur le principal parti bourgeois, associé à la 5e République et ses services secrets, il bénéficie de la complaisance des principaux medias.

En retour, il s'apprête à continuer à défendre le capitalisme, en prétendant que tous les Français en profiteront : *« Si la France est forte, ils seront protégés »* (*TF1*, 15 février). Or, la France de Sarkozy se révèle faible face à l'Allemagne de Merkel [voir *Révolution Socialiste* n° 36].

> *En dégradant la France de sa note AAA, qui reste attribuée à l'Allemagne, Standard and Poors a changé la donne en Europe. Soudain, l'agence a rétabli la division du Rhin que des générations de dirigeants européens avaient tenté d'effacer depuis les années 1950... La France a perdu son égalité symbolique avec l'Allemagne. La France a quitté le directoire des États solvables du Nord de l'Europe qui fixe l'attitude de l'Union européenne, pour rejoindre le Club Méditerranée des pays à problèmes.* (*The Economist*, 21 janvier 2012)

C'est pourquoi Sarkozy prétend s'inspirer du modèle allemand.

> *Grâce à 15 ans de réformes structurelles, l'Allemagne a un modèle de croissance fondé sur l'exportation et l'innovation, qui permet de profiter de la forte croissance mondiale, au lieu de pâtir de la mondialisation.* (UMP, *Le Projet 2012*)

En Allemagne, où selon l'INSEE, les salariés travaillent moins qu'en France (1 309 heures en 2009 contre 1 469 heures), un emploi sur trois est un CDD et/ou un temps partiel, un emploi sur dix est un *« mini-job »* à 400 € par mois, le pourcentage de chômeurs indemnisés a chuté de 80 à 35 % entre 1995 et 2008, les employés voient leurs salaires stagner, la démographie est extrêmement faible (1,3 enfant par femme), la pauvreté a explosé (de 10 à 15,6 % de la population entre 2000 et 2010)...

Au-delà de la fête au Fouquet's et des vacances sur le yacht prêté par Bolloré en 2007, il suffit de voir le bilan de Sarkozy et de l'UMP pour en juger. Les inégalités se sont sensiblement accrues depuis qu'ils sont au pouvoir, en particulier du fait d'une augmentation des revenus du capital. Alors que le revenu médian (celui pour lequel 50 % gagnent plus et 50 % gagnent moins) stagne (il est autour de 1 600 € par mois), que près de 15 % de la population vit avec moins de 1 000 € par mois, celui des plus riches explose. Les manifestations à la Réunion en témoignent.

En raison des processus d'accumulation, ces inégalités sont encore plus fortes pour le patrimoine. En 2010, alors que les 1 % les plus riches détiennent en moyenne 1,9 million d'euros, les 10 % les plus pauvres détiennent moins de 2 700 euros. Entre 2004 et 2010, les inégalités de patrimoine ont augmenté de 10 % (*INSEE Première*, novembre 2011). D'où les contorsions de Sarkozy, le plus ostensiblement lié aux capitalistes de tous les présidents de la 5e République, pour apparaître comme le « candidat du peuple » contre les élites.

Révolution Socialiste n° 37



www.revolution-socialiste.info

Le gouvernement de Sarkozy achève son mandat comme il l'a commencé, en s'en prenant aux plus démunis et aux exploités. Les mesures récemment prises sont à l'image de ce que furent ses cinq ans de mandat, en prolongeant et accentuant ce que furent les précédentes, et elles donnent une image de ce dont a besoin la bourgeoisie française, dans sa compétition avec les autres bourgeoisies.

Tout gouvernement bourgeois s'efforce de diviser la classe ouvrière

Une manifestation du pourrissement du capitalisme est que l'argent circule librement entre les pays, que les armements franchissent aisément les frontières, mais que ces dernières sont de plus en plus des obstacles pour les êtres humains.

Toutes les « politiques de l'immigration », que ce soit celles de l'UDR-RPR-UMP ou celles de l'Union de la gauche-Gauche plurielle, visent les travailleurs et les étudiants pauvres, pas les riches. Les grands capitalistes se déplacent librement en jets privés et en yachts d'une de leurs résidences à l'autre, sans guère payer d'impôt où que ce soit. Par exemple, les Arabes sont bien reçus quand il s'agit des émirs du Qatar ou des Émirats arabes unis. Sarkozy est lui-même un fils d'immigré, mais son père (Pal Sarközy de Nagy-Bocsa) était un propriétaire terrien hongrois exproprié à juste titre en 1944.

La main-d'oeuvre immigrée a toujours été une variable d'ajustement pour le mode de production capitaliste. Elle est utilisée comme force de travail lorsque la bourgeoisie en a besoin ; elle est écartée, lorsqu'elle n'en a pas besoin. Dans tous les cas, elle tend à être discriminée par l'emploi, le salaire, l'habitat, les médias, les droits... pour diviser la classe ouvrière [voir *Révolution Socialiste* n° 27]. Marx l'avait déjà noté pour la Grande-Bretagne de son temps.

> *L'ouvrier anglais moyen déteste l'ouvrier irlandais en qui il voit un concurrent qui dégrade son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se sent membre de la nation dominante et devient ainsi un instrument que les aristocrates et capitalistes de son pays utilisent contre l'Irlande... Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente.* (Karl Marx, *Lettre à Siegfried Mayer et August Vogt*, 9 avril 1870)

Surtout en période de crise capitaliste, la classe ouvrière immigrée est pointée comme responsable du chômage. Bien que ce soit l'axe des partis fascistes et fascisants de type FN, un tel discours est peu ou prou partagé par toutes les fractions de la bourgeoisie, y compris celles que les crétins réformistes présentent comme « républicaines ».

Depuis 1972, le début d'une longue période de ralentissement économique dont la France et les vielles puissances impérialistes ne sont jamais sorties, les dispositifs d'expulsion et d'aide au retour, de restriction de l'entrée et de restriction du séjour des étrangers, du durcissement des conditions de naturalisation se sont multipliés : en 1972, les circulaires Marcellin et Fontanet ; en 1974, la suspension de l'immigration par Giscard ; en 1980, la loi Bonnet ; en 1986, la loi Pasqua-Chirac ; en 1991, les lois Rocard-Mitterrand ; en 1992, la loi Quilès-Mitterrand ; en 1993, les lois Balladur-Pasqua ; en 1997, la loi Debré ; en 2003, la loi Sarkozy-Chirac ; en 2006, une nouvelle loi Sarkozy-Chirac .

Périodiquement, à cause des luttes des travailleurs ou même à la demande du patronat, ces dispositifs sont atténués, voire annulés, avant d'être restaurés et accentués peu après. Par exemple, Mitterrand régularise massivement en 1981, puis durcit la répression douanière et policière à partir de 1983.

Sarkozy et Guéant font le lit du fascisme

Aucun dispositif juridique, dans aucun pays, n'empêche l'immigration, mais le capital peut terroriser les travailleurs immigrés, leur faire accepter la surexploitation comme travailleurs productifs de profit ou comme travailleurs domestiques, les livrer aux « marchands de sommeil » qui les surexploitent en tant que locataires sans droits, etc.

Inévitablement, le racisme s'étend aux descendants des immigrés, eussent-ils la nationalité française, et aux travailleurs de nationalité française des Antilles, dont la plupart parlent mieux français que Sarkozy, mais qui ont la peau noire.

> *Insultes racistes, recours excessif à la force, coups, homicides illégaux – telles sont les allégations de violations des droits humains commises par certains policiers français.* (Amnesty International, *Policiers au-dessus des lois*, avril 2009)

Depuis 2002, Sarkozy a fait adopter cinq lois sur l'entrée et le séjour des étrangers ou l'acquisition de la nationalité, sans parler de la circulaire sur les Roms du 5 août 2010 qui rappelait le régime de Pétain [voir *Révolution Socialiste* n° 33].

Depuis un an, le ministre de l'Intérieur déverse des flots de contre-vérités xénophobes et racistes : *« les deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés »* (*Europe 1*, 22 mai 2011), *« il y a un taux de délinquance parmi la population étrangère qui est entre deux et trois fois supérieur à la moyenne »* (*RMC*, 10 janvier 2012), *« toutes les civilisations ne se valent pas »* (*Le Monde*, 5 février 2012).

En pratique, le nombre d'expulsions a explosé. De 10 000 en 2002, elles s'élevèrent à 28 000 en 2010 et à 33 000 en 2011. Il s'agit parfois de pères de famille installés ici depuis plusieurs années. Le préfet du Val-de-Marne a notamment *« tenté d'expulser un homme gravement malade, vivant depuis dix ans en France aux côtés de son épouse et de leurs trois enfants, sans même lui laisser le temps d'organiser son départ »* (*Libération*, 27 juillet 2011).

Pour Sarkozy et son adjoint Guéant, *« il faut réduire l'immigration légale liée au travail »* (*Le Monde*, 9

avril 2011), qui est aujourd'hui de 20 000 personnes par an (soit 10 % de l'immigration légale). Le 31 mai, Guéant envoyait une circulaire explicite aux préfets, cosignée par Xavier Bertrand, ministre du Travail, qui restreignait sensiblement les possibilités d'embauche en diminuant de moitié le nombre de groupes de métiers dans lesquels la préférence nationale ne s'applique pas (de 30 à 14, précisés dans un arrêté du 11 août 2011).

Pourtant, les directions des syndicats (qui sont censés défendre tous les travailleurs) ne furent pas très choquées, celle de la CFDT se contentant d'être *« très réservée »*, celle de la CGT assurant que *« ça ne changera pas grand-chose »* (*Les Échos*, 22 juillet 2011). Or, nombre d'étudiants virent leur contrat de travail suspendu, des dizaines d'étudiants diplômés ont dû quitter la France malgré l'obtention d'un contrat. 940 étudiants se sont vus refuser le passage au salariat (*L'Express*, 17 décembre 2011), et d'après Othman Zerouali, porte-parole du Collectif du 31 mai, constitué en réaction à cette circulaire, *« ce sont près de 8 000 étudiants qui sont concernés par la circulaire »* (*Tel Quel*, 31 octobre 2011). Devant les objections des universités et des grandes écoles ainsi que de patrons, le gouvernement a remanié la circulaire, sans l'abroger.

Mais d'autres mesures sont maintenues qui visent clairement à exclure des universités françaises les étudiants étrangers les plus pauvres : un décret du 6 septembre augmente de plus de 40 % le montant minimum de ressources que les étudiants doivent percevoir pour obtenir une carte de séjour ; il passe de 430 € à 615 € par mois. Depuis décembre 2008, les étudiants doivent payer pour renouveler leur titre de séjour. En 2011, la taxe était comprise entre 55 et 70 €. À partir du 1er janvier 2012, elle varie entre 200 et 385 €, en plus d'une nouvelle ponction de 110 € non remboursable (même en cas de refus) dès le dépôt de la demande.

Sarkozy et Chatel poursuivent l'étranglement de l'enseignement public

Dans l'enseignement supérieur, la LRU, qui fut en 2009 combattue pendant plusieurs mois par les universitaires [voir *Révolution Socialiste* n° 29, n° 30], continue de semer son venin, avec une privatisation rampante, à travers le développement de contrats de recherche privés, l'abandon de programmes de recherche non rentables et/ou non compatibles avec les objectifs ministériels... L'autonomie des universités, c'est la mise en concurrence : ainsi, d'ores et déjà, certaines universités font faillite et ont été mises sous tutelle du rectorat ou sont menacées de l'être.

Depuis le début de la présidence Sarkozy, environ 200 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés, dont 80 000 dans l'Éducation nationale. Il s'agit d'une saignée, à laquelle s'ajoute la liquidation de la formation des enseignants.

Le pouvoir des chefs d'établissement va être considérablement renforcé. Des expériences ont été mises en place dans 2 100 écoles et 325 collèges et lycées à la rentrée 2011, où ils sont devenus des petits chefs, dotés du pouvoir d'évaluer individuellement les enseignants, de recruter sur droit privé. Il s'agirait également d'obliger les enseignants à travailler plus encore. L'optique du ministre Chatel, ancien DRH à L'Oréal, est claire :

> *Je pense que si l'on fait des réformes d'organisation et de structures du système éducatif, oui, il sera possible de réduire encore le nombre de postes en ne remplaçant pas un certain nombre de départs en retraite... Il faut un temps global de présence réparti entre l'instruction, le soutien personnalisé, le travail pédagogique. Avec la réforme du lycée puisque les proviseurs peuvent gérer selon les priorités de leur projet pédagogique entre 25 % et 30 % de leur dotation horaire globale. J'ai aussi demandé à l'administration centrale d'affecter aux académies leurs moyens sur la base de contrats de performance.* (*Les Échos*, 17 novembre 2011).

Un conseiller du ministre précise qu'il est question de :

> *renforcer l'« efficacité productive » avec des classements publics des établissements en fonction de leur niveau de performance... L'autonomie de gestion peut notamment porter sur la fixation des rémunérations... la définition de la structure du budget de l'établissement, des méthodes d'enseignement, et du recours, si nécessaire, à la sous-traitance pour certaines tâches.* (Frédéric Gonand, *La Tribune*, 13 janvier 2012)

Le but est de mettre en concurrence les établissements et les enseignants, de sélectionner les élèves, de casser les statuts.

En outre, la formation est sans cesse rognée pour la masse des enfants de travailleurs [voir *Révolution Socialiste* n° 27, n°36]. En 2009, dans les lycées professionnels, le gouvernement a supprimé, une année d'enseignement : le bac pro est passé de 4 ans à 3 ans. En application de la loi Cherpion de 2011 *« pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels »*, un décret du 17 février rend l'apprentissage possible pour les collégiens dès la classe de quatrième. Pourtant, même la très bourgeoise OCDE explique qu'il faut « *éviter l'orientation précoce, qui pénalise les élèves placés dans des filières moins sélectives, sans pour autant améliorer les résultats d'ensemble* » (*Rapport contre l'échec scolaire*, 9 février 2012).

Sarkozy s'en prend aux occupants des HLM

Sarkozy exempte de cotisations sociales les patrons, les capitalistes qui épuisent et qui licencient, tolère les flics qui insultent les Arabes et les Noirs et leur fait remplacer les grévistes, ses amis chanteurs vivent à l'étranger pour échapper au fisc, ses bailleurs de fonds comme Liliane Bettencourt oublient de déclarer une île ou deux... Par contre, haro sur les « assistés », femmes seules avec enfants, handicapés, chômeurs de longue durée... toutes les personnes à qui la sécurité sociale ou l'État assure un bien faible revenu. Ce fieffé réactionnaire les assimile aux fraudeurs.

C'est à Bordeaux que Nicolas Sarkozy a choisi de déclarer mardi, une nouvelle fois, la guerre à la fraude sociale et à l'assistanat. « C'est la fraude qui mine les fondements mêmes de cette République... » Et de se poser en « garant et protecteur » d'un modèle social français qu'il disait jadis à bout de souffle ». (*Les Échos*, 15 novembre 2011)

À vrai dire, les fraudes sociales, soit trois milliards d'euros par an (Rapport de la Cour des comptes, 2010), représentent une somme environ douze fois moins importante que la fraude fiscale, puisque les fraudes aux impôts représentent 20 à 25 milliards d'euros, celles sur la TVA entre 7 et 12, celles sur l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés 4,5 (d'après le dernier rapport qui traitait la question, celui du Conseil des prélèvements obligatoires en 2007). La bourgeoisie est ainsi responsable d'au moins 80 % de la fraude.

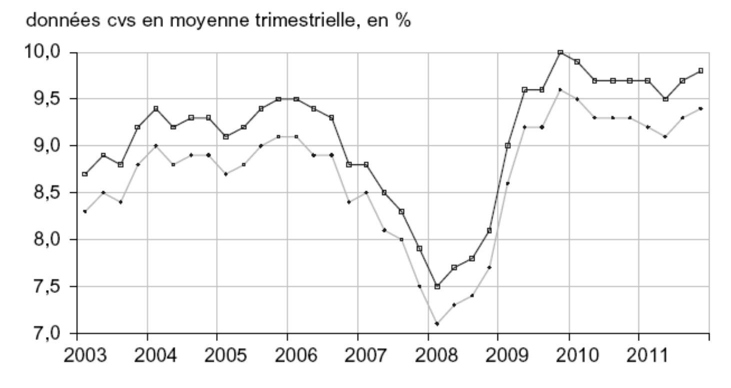
Pourtant, les victimes de l'offensive gouvernementale sont bien les assurés sociaux. Depuis le 1e janvier les indemnités journalières en cas d'arrêt maladie ne seront plus calculées sur le salaire brut mais sur le salaire net, ce qui correspond à une baisse mensuelle de 40 € pour un salarié percevant le SMIC. La taxation des complémentaires est également en hausse, à la charge exclusive des assurés. Le remboursement des médicaments diminue encore (dans des proportions différentes selon les types de médicaments), certains matériels médicaux sont moins pris en charge. Le gouvernement joue avec la vie des malades.

En déremboursant ces médicaments, on place certains malades en grandes difficultés. D'autant que systématiquement, les médicaments qui ne sont plus remboursés voient leur prix flamber. (Magali Léo, Collectif interassociatif sur la santé, *Libération*, 26 octobre 2011).

Le gouvernement a également augmenté le scandaleux ticket modérateur, mis en place en 2006 pour que les patients prennent en charge une partie des actes les plus coûteux, il a diminué la liste des affections de longue durée (en retirant l'hypertension artérielle sévère), il a complexifié la procédure de prise en charge des frais de transport pour les patients devant se rendre à l'hôpital.

Les chômeurs, selon Sarkozy , sont des fainéants qui s'en mettent plein les poches

Le creusement des inégalités n'est que l'expression d'un phénomène bien plus général qui correspond à une hausse du degré d'exploitation, à la fois nécessaire à la classe capitaliste pour garantir sa plus-value et largement mise en œuvre par le gouvernement Sarkozy. Il faut s'attaquer aux pauvres, notamment en instaurant le travail obligatoire : il s'agit d'infliger à ceux qui perçoivent le RSA, cette aumône pour les très pauvres, *« une obligation de travail de 7 heures »* (Sarkozy, 15 novembre 2011) par semaine, avec des contrats nommés *« contrats uniques d'insertion »*, pour 130 € par mois (ce qui correspond à moins de 5 € de l'heure), qu'ils seraient obligés d'effectuer sous peine de réduction voire de suppression du RSA.



Aujourd'hui, 70 % des personnes éligibles au « complément d'activité » du RSA n'y ont pas recours, et 15 % des personnes éligibles à la CMU complémentaire renoncent à faire valoir leurs droits, principalement du fait de l'absence d'information et de la complexité des démarches. Cependant, le salaire différé est violemment attaqué par le gouvernement, dont un objectif est, contre les *« dérives de l'assistanat »*, entendre contre les salariés exclus du marché du travail, *« de plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du SMIC »* (Laurent Wauquiez, *Libération*, 9 mai 2011), soit un peu plus de 800 € par mois.

Il ne fait pas bon être prolétaire dans un État bourgeois, plus encore si on est malade ou chômeur. Depuis qu'il a été élu, la pression sur les chômeurs n'a fait que se renforcer. Depuis la loi du 1e août 2008, un chômeur qui refuse *« deux offres raisonnables d'emploi »* est radié, c'est-à-dire qu'il perd le droit à indemnisation. D'après Pôle emploi le nombre de victimes s'élèverait à 3 000 par mois (*Les Échos*, 10 février 2012).

Sarkozy souhaite aller plus loin en leur imposant une *« formation qualifiante »* à l'issue de laquelle *« le chômeur serait tenu d'accepter la première offre d'emploi correspondant au métier »* (*Figaro Magazine*, 10 février 2012), sans quoi il serait radié. Outre qu'il s'agit de travail forcé, une attaque très violente contre le salaire différé qui fait porter sur les chômeurs la responsabilité de leur situation, il existe déjà des sanctions en cas de refus de formation, et surtout, si l'on en croit les chiffres du ministère, les dépenses de formation par l'État ont diminué de 6 % en 2009 – 75 % des demandes de formation des chômeurs sont aujourd'hui insatisfaites. Cela laisse présager la qualité des formations qui leur seront imposées.

Il est également question d'associer à cette offensive les directions syndicales, faute de quoi Sarkozy n'exclut pas la tenue d'un referendum, afin de jeter les chômeurs en pâture. L'agression contre les chômeurs tient du cynisme, avec notamment la suppression de dispense de recherche d'emploi pour les chômeurs de plus de 57 ans.

Sarkozy et Fillon se passent de référendum pour augmenter la TVA

Voici quelques mois, le patronat transmettait ses souhaits au gouvernement Sarkozy :

> *Ce que nous allons proposer, c'est... une baisse des cotisations employeurs... une augmentation de la TVA, une baisse de la cotisation des salariés, une augmentation de la CSG.* (Laurence Parisot, présidente du Medef, *L'Usine nouvelle*, 19 octobre 2011)

Sarkozy, qui alors excluait une telle hausse de la TVA, *« qui pénaliserait le pouvoir d'achat et la consommation »* (*Les Échos*, 31 octobre 2011), ne l'a pas fait languir bien longtemps. Le 29 janvier dernier, lors de son allocution télévisée, il annonçait une hausse du taux normal de la TVA de 19,6 à 21,2 %, une augmentation de deux points de la CSG et une exonération totale des cotisations patronales familiales pour les salaires de 1,6 à 2,1 SMIC – les patrons étaient déjà exonérés pour les salaires plus faibles. Ces baisses de cotisations concerneraient désormais 80 % des salariés de l'industrie.

Après avoir passé le taux de TVA réduit de 5,5 à 7 % (cette hausse porte sur les transports scolaires, les livres, les services à la personne, la restauration), Sarkozy a fait voter cette nouvelle hausse par les députés le 15 février. Il s'agit certainement d'une TVA « sociale », au sens où c'est bel et bien un acte au nom de sa classe. Il s'agit d'un cadeau de 13 milliards au patronat sur le dos des plus pauvres, bien plus touchés par la TVA en proportion de leur revenu, en raison de leur plus faible taux d'épargne.

Il est intéressant de mettre ce chiffre en parallèle avec le fait que la totalité des dividendes versés par les sociétés françaises à leurs actionnaires est passée de 3,2 à 9,3 % du PIB entre 1983 et 2011, ce qui signifie que les travailleurs doivent travailler trois fois plus longtemps pour payer les dividendes des actionnaires.

Le patronat est bien décidé à réduire la sécurité sociale et, accessoirement, à faire de l'assurance privée, de l'épargne privée pour la retraite et de la santé, un champ de valorisation du capital. Les exonérations de cotisations patronales s'élevaient à 30 milliards d'euros en 2010, et il est difficile de prétendre qu'elles ont un impact favorable sur l'emploi. Tous ces éléments étaient à l'ordre du jour du « sommet social » du 18 janvier, auquel ont participé toutes les directions syndicales.

« Baisser les salaires n'est plus tabou » (*Liaisons sociales*, mars 2012)

Le patronat (MEDEF, CGPME) et son gouvernement s'en prennent à la valeur de la force de travail. Il s'agirait d'établir des CDD de 30 mois ayant vocation à se substituer aux CDI (CGPME, *Le Figaro*, 26 décembre 2011), de supprimer la cinquième semaine de congés payés (Luc Chatel, *Libération*, 15 janvier 2012), de remplacer le SMIC par un salaire minimum par branche (Fondation IFRAP), de généraliser le travail de nuit des apprentis (proposition de loi UMP, 22 décembre 2011), d'augmenter la possibilité d'ouverture de magasins le dimanche (Frédéric Lefebvre, *Le Figaro*, 17 février 2012), d'accélérer d'un an, voire deux, la contre-réforme des retraites (François Fillon, *Les Échos*, 4 novembre 2011), de lutter contre le droit de grève (loi sur le « service minimum aérien »)...

Le MEDEF réclame une modification du droit du travail, de manière à permettre l'application, à tous les travailleurs d'une entreprise ou d'un site, de tout accord syndical entérinant la baisse du salaire ou l'augmentation de la durée du travail.

> *Il s'agit de trouver le meilleur équilibre possible entre temps de travail, salaire et emploi, de façon à bouger ces paramètres lorsque la situation se dégrade. Les organisations syndicales sont souvent prêtes à le faire quand la pérennité de l'emploi et de l'entreprise sont en jeu. Mais cela équivalant à une modification substantielle du contrat de travail, l'acquiescement de chaque salarié individuellement est aujourd'hui nécessaire. Nous voudrions que de tels accords puissent s'appliquer globalement à l'ensemble des salariés...* (Laurence Parisot, *Les Échos*, 11 janvier 2012)

Au vu de cette offensive, les confédérations syndicales auraient dû, d'une part refuser d'aider le gouvernement à la mettre en œuvre, d'autre part organiser ensemble la riposte. En particulier, l'expérience de l'usine Continental de Clairoix (Oise) aurait dû servir de leçon.

> *La CFTC, syndicat majoritaire de l'usine Continental de Clairoix se déclare « odieusement flouée » dans un communiqué à l'annonce mercredi de la fermeture du site par l'équipementier allemand... Menacés de perdre leur outil de travail en raison de coûts trop élevés, les salariés de Clairoix avaient accepté en septembre 2007 un accord prévoyant une augmentation de la durée de travail...* (*L'Expansion*, mars 2009)

Pourtant, tous les dirigeants confédéraux se sont rendus à la convocation de Sarkozy au « sommet social » organisé le 18 janvier au Palais de l'Élysée.

> *Face à la remontée importante du chômage, toutes catégories confondues, le président de la République organise ce qu'on appelle un sommet ou une grand-messe dite sociale le 18 janvier.* (Jean-Claude Mailly, *FO hebdo*, 11 janvier 2012)

Devant les *« partenaires sociaux »*, Sarkozy a posé les jalons d'un pacte dit *« compétitivité-emploi »*. Il veut profiter de la *« remontée du chômage »* (un phénomène qui, n'en déplaise à la bureaucratie de FO, ne disparaîtra qu'avec le capitalisme) pour faire voler en éclats le droit du travail, en permettant d'écarter toute loi qui limite le temps de travail de tous les salariés.

> *Nicolas Sarkozy a confirmé dimanche soir son intérêt pour une autre mesure structurelle destinée à donner aux entreprises un peu plus de*

moyens pour faire face aux soubresauts de la conjoncture, et pour affronter la concurrence internationale. Elle consiste à les autoriser à signer avec leurs représentants du personnel des accords permettant de déroger à la durée légale du travail, en échange d'engagements sur le maintien, voire la hausse des effectifs. Dérogation, on l'imagine, le plus souvent à la baisse dans l'immédiat, alors que les entreprises sont engluées dans le marasme économique. (*Le Figaro*, 30 janvier 2012)

Fillon a confiance car il *« connaît le sens des responsabilités des partenaires sociaux »* (*Le Monde*, 30 janvier 2012), c'est-à-dire leur servilité à leur bourgeoisie et à son État.

Lors du sommet social du 18 janvier 2012, Nicolas Sarkozy a enjoint aux partenaires sociaux de négocier dans un délai de deux mois des accords « Compétitivité - Emploi ». (CGT, 23 février 2012)

Fillon avait raison d'être optimiste.

Une première réunion s'est tenue avec les organisations patronales le 17 février 2012, trois réunions devraient suivre jusqu'au 13 avril 2012. (CGT, 23 février 2012)

Tous les partis ouvriers bourgeois (Parti socialiste, Parti communiste français, Parti de gauche) ainsi que les organisations centristes (Lutte ouvrière, Nouveau parti anticapitaliste, Parti ouvrier indépendant...) s'abstiennent de dénoncer la honteuse complicité des bureaucraties syndicales à la nouvelle attaque de Sarkozy de réduction des salaires et d'allongement du temps de travail. Pour les mêmes raisons, tous leurs candidats acceptent l'État bourgeois.

À bas Sarkozy ! À bas la 5e République ! République ouvrière sur le modèle de la Commune de Paris !

Dans le mouvement ouvrier, plus le parti a des chances d'obtenir le siège suprême, plus son candidat se veut responsable aux yeux de la classe dominante (Parti socialiste).

Quand les partis convoitent des strapontins au gouvernement et leur part de la mangeoire parlementaire qui dépend souvent du PS, ils donnent des gages sur l'essentiel (l'armée, la patrie, la propriété privée des moyens de production, l'exploitation capitaliste), tout en détaillant un programme qui ne sera jamais appliqué pour paraître à gauche du PS (Parti de gauche, Parti communiste français).

Si l'organisation doit se contenter d'être remboursée par l'État bourgeois et conserver des portions dans les mangeoires municipales grâce au PS et au PCF, elle pourra être plus radicale encore en paroles, tout en respectant certaines limites : pas question d'insurrection, de dictature du prolétariat, de soviets, de milice ouvrière, ni même de grève générale et de comités de grève élus (Lutte ouvrière, Nouveau parti anticapitaliste).

Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie. (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938, GB, p. 7)

Si le Groupe bolchevik avait les moyens de présenter un(e) candidat(e) au premier tour de l'élection présidentielle et des candidats au premier tour des élections législatives, il le ferait pour défendre le programme de la révolution socialiste mondiale en France, pour construire le parti ouvrier révolutionnaire qui manque tant, sans répandre la moindre illusion sur l'issue de ces consultations, tellement ce type de scrutin est taillé précisément pour garantir la continuité de l'exploitation, de l'État bourgeois et du régime gaulliste.

Certains des candidats issus du mouvement ouvrier sont sociaux-chauvins ; tous capitulent devant l'État bourgeois. Faute de candidats communistes internationalistes, le Groupe bolchevik appelle à voter au premier comme au second tour, à la présidentielle comme aux législatives, contre les candidats des partis de la classe dominante (UMP, FN, MODEM, EELV, PRG, MRC...) et pour les candidats des partis qui viennent de la classe ouvrière (PS, PdG, LO, NPA) en dépit de leur orientation.

Des millions de travailleurs salariés, parmi ceux qui disposent par l'âge et la nationalité du droit de vote, utiliseront les prochains scrutins pour tenter de se débarrasser de Sarkozy et de l'UMP. Et ils auront raison.

Mais les candidats du Parti de gauche et du Parti socialiste font croire aux travailleurs que les élections présidentielle et législatives sont décisives pour améliorer leur sort. Or, si Sarkozy est battu, la bourgeoisie exigera de Hollande et de ses ministres qu'ils défendent la France des capitalistes et ils ne se feront pas prier. Pour cela, il faudrait que la France des travailleurs paye le prix fort. Si le verdict des urnes leur est défavorable, le PS, le PCF et le PdG s'inclineront, renforçant la démoralisation et la désorientation des travailleurs.

Quelle que soit l'issue électorale, la résistance aux exigences du capital dépendra de la spontanéité des masses. Pour que la résistance ouvrière, le combat pour les revendications soient victorieux, il faut une perspective en termes de pouvoir : le gouvernement ouvrier du type de la Commune de Paris de 1871 et du pouvoir des soviets de 1917. Il lui faut une perspective internationale : l'extension de la révolution socialiste, vers les États-Unis socialistes d'Europe. Il lui faut un instrument pour préparer la révolution contre la classe dominante et conduire l'insurrection : le parti ouvrier révolutionnaire de type bolchevik. ★

Le Parti socialiste s'apprête à gérer loyalement le capitalisme français

Le principal adversaire électoral de Sarkozy est le candidat du Parti socialiste, François Hollande. Le PS est issu du PS-SFIO qui avait regroupé en 1905 toutes les organisations socialistes de France sous la pression de l'Internationale ouvrière [voir *Révolution Socialiste* n° 34]. Il a trahi dès 1914 en soutenant la guerre inter-impérialiste. Depuis, il a servi la bourgeoisie française, y compris au sein de gouvernements de la 3e République, de la 4e République et de la 5e République.

Bien qu'ayant considérablement distendu ses liens avec la classe ouvrière (il envisageait même de présenter à la présidentielle l'ex-directeur du FMI Strauss-Kahn...), il continue à bénéficier d'une grande partie de ses votes. Le PS conserve en outre des relations étroites avec les bureaucraties syndicales UNSA et UNEF, et des relations significatives avec les bureaucraties CFDT, FO, CGT, Confédération paysanne.

François Hollande a été secrétaire national du PS durant 10 ans, il est député et président du conseil général de Corrèze. Il n'a pas été désigné par le PS, mais au cours d'une « élection primaire »qui constitua une répétition de l'élection présidentielle. Tout ceci prouve la complète adaptation du PS à la République gaulliste. Les militants sont bons pour coller les affiches, mais ils ne décident ni du nom, ni des slogans qui y figurent.

De plus, Hollande ne défend pas le programme du PS mais son propre *« projet »* pour *« la France »*. Chaque partie débute par *« je veux »*. Hollande tient à rassurer ses maîtres : il n'a jamais pris au sérieux le mot de « socialiste » qui ne sert, comme le mot « labour » en Grande-Bretagne, qu'à exploiter politiquement les travailleurs salariés.

> *La gauche a gouverné pendant quinze ans durant lesquels nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a rien à craindre.* (*The Guardian*, 13 février 2012)

Le porte-parole que Hollande a choisi, Valls, s'était fait remarquer pour son hostilité à la limitation légale du temps de travail et ses propos racistes. Le 26 janvier, Hollande a présenté son programme électoral en s'en prenant à la finance (p. 2), ce qui n'est pas très éloigné de la rhétorique de Mélenchon, Le Pen, Bayrou et Sarkozy.

> *À la surprise générale, M. Hollande a déclaré la guerre à la finance mondiale.* (*The Economist*, 28 janvier 2012)

De son propre aveu *« son positionnement en faveur de plus de régulation financière... était similaire à celui de tous les autres candidats à la présidentielle... notamment Nicolas Sarkozy »* (*The Guardian*, 13 février 2012). Ne prenant pas plus au sérieux ce positionnement que ses compétiteurs, il prétend *« rassembler les Français »*, donc les capitalistes, incluant ceux de la banque, de l'assurance et tous ceux qui spéculent.

Hollande, comme Mélenchon, désire « *réorienter la Banque centrale européenne* » (p. 12). La BCE n'a pas attendu Sarkozy, Mélenchon et Hollande pour abandonner les préceptes du libéralisme. Depuis 2009, elle contourne les traités et ses statuts, en rachetant à grande échelle les obligations des États européens en difficulté (plus de 200 milliards d'euros), ce qui revient à prêter à ces États, et en prêtant pour 3 ans à 1 % aux banques privées (1 300 milliards d'euros, dont 530 en mars), ce qui renforce « la finance » et prépare la prochaine phase de la crise.

Comme les candidats des partis bourgeois, Hollande répond au déclin du capitalisme français par une régression dans le protectionnisme.

> *Je proposerai également une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et pour fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale.* (*Projet*, p. 13)

Sont donc visés tous les pays en développement. Rien de différent de Bayrou ou Sarkozy. La nuance avec Le Pen, c'est que Hollande prétend instaurer les barrières douanières aux limites de l'UE, alors qu'elle prétend que c'est possible aux frontières de la France [voir *Révolution socialiste* n° 35].

Hollande déclare que le déficit public sera réduit à 3 % du PIB (p. 7) et affirme qu'il rétablira l'équilibre budgétaire en 5 ans (p. 7). Il table pour cela sur une croissance très hypothétique de 0,5 % en 2012, 1,7 % en 2013, 2 % en 2014, 2,2 % en 2015 et 2,5 % en 2016 (p. 40). C'est beaucoup d'optimisme pour le capitalisme français, voire de présomption de la part du candidat) Pour y parvenir, il réduira certaines dépenses publiques sans préciser lesquelles (p. 41) . Il a d'ailleurs approuvé le plan qui saigne les Grecs : *« Il n'a pas le choix, le Parlement grec... il aurait fallu un plan massif dès le départ »* (*Canal plus*, 12 février 2012).

Hollande confirme la diminution de la qualité de l'enseignement avec *« le socle commun »* des programmes dans le primaire (p. 25). Il ne supprimera pas la loi LRU de privatisation des universités, il la *« réformera »* (p. 26), ce qui inclut, compte tenu de l'usage que la bourgeoisie fait de ce terme, la dégradation des conditions de travail pour les personnels.

Hollande ne prévoit pas d'annuler les attaques précédentes contre les retraites Tout au plus, le départ à 60 ans serait possible à condition d'avoir « *cotisé la totalité de leurs annuités* » (p. 16), soit 41,5. Rien n'empêche que les choses se dégradent à l'avenir puisqu'il a prévu d'engager *« une négociation globale... dès l'été 2012 avec les partenaires sociaux afin de définir, dans un cadre financier durablement équilibré, l'âge légal de départ à la retraite »* (p. 16).

Hollande assure vouloir *« préserver le statut public des entreprises détenues majoritairement par l'État »* (p. 32), ce qui signifie qu'il ne reviendra pas sur les privatisations passées et confirme qu'il n'envisage pas de nationaliser la finance. Il imposerait aux dirigeants des entreprises publiques un écart maximal de rémunération de 1 à 20 (p. 20), mais rien à ceux des entreprises privées, y compris ceux de la finance.

Comme Mélenchon, il bornera les droits politiques des travailleurs étrangers aux élections locales. Les patrons de la finance pourront voter pour tout. Cédant au cléricalisme inhérent à la 5e République, Hollande respectera, comme Mélenchon, les *« règles particulières applicables en Alsace et Moselle »* (p. 32). Autrement dit, l'État continuera d'y payer le clergé. Il n'est pas question de remettre en cause le financement par l'État des établissements d'enseignement de l'Église catholique.

Hollande encouragera un *« nouveau modèle de développement de l'outre-mer »* (p. 21), ce qui signifie qu'il entend conserver ce qui reste de l'empire colonial sans reconnaître le droit à l'indépendance.

Hollande se prépare à renforcer le cœur de l'État bourgeois, son appareil de répression (armée, police, services secrets). Il s'engage à recruter 1 000 policiers, gendarmes et gardiens de prison par an (p. 34). Il sera très vigilant dans *« l'action contre le terrorisme »* (p. 37), il maintiendra *« une ambition nationale élevée pour notre outil de défense »* (p. 37), il conservera *« les deux composantes de notre dissuasion nucléaire »* (p. 37) et il veillera à ce que « *les armées disposent des moyens de leur mission* » (p. 38) sans plus se soucier, pour ce faire, du déficit public qu'il prétend résorber.★

L'organisation Lutte ouvrière pour un « contrôle ouvrier » compatible avec l'État bourgeois

Lutte ouvrière est issue d'une désertion de la 4e Internationale en 1939 et le Nouveau parti anticapitaliste provient de la destruction de celle-ci par sa direction en 1951. Sous le nom de VO et de PCI-JCR, ces deux organisations centristes sont devenues dans les années 1960 et 1970 des satellites du PCF stalinien. À partir des années 1990, LO et la LCR se sont intégrées de plus en plus aux bureaucraties syndicales issues du stalinisme (CGT, FSU) et se sont adaptées peu à peu à leur bourgeoisie et à son État.

LO a soutenu la sédition de policiers et de gendarmes contre le gouvernement Jospin-Buffet en 2001 et l'a même donnée en exemple à la classe ouvrière [voir *Révolution Socialiste* n° 2]. LO a plus d'une fois réclamé le renforcement de l'appareil répressif de l'État bourgeois.

> *Des effectifs supplémentaires pour faire face convenablement à leurs tâches et des salaires qui leur permettent de vivre convenablement.* (*Lutte ouvrière*, 14 décembre 2001)

> *En contradiction complète avec ses promesses, le ministre Sarkozy a mené dans son domaine la même politique que ses collègues : tours de passe-passe sur les effectifs pour cacher leur baisse, fermetures de postes de police, budgets non pourvus…* (*Lutte ouvrière*, 8 juillet 2005)

> *Des policiers connaissant les habitants et connus par eux, s'efforçant de se faire admettre par eux et par les jeunes des quartiers, seraient plus efficaces pour régler les problèmes…* (*Lutte ouvrière*, 18 janvier 2008)

La LCR a appelé à voter Chirac en 2002. LO a demandé à Chirac une loi contre le voile en 2003 [voir *Révolution socialiste* n° 11]. La LCR et LO se sont intégrées à des listes de front populaire lors des élections municipales de 2008 au côté de partis bourgeois comme le PRG, le MRC, les Verts… La LCR s'est liquidée dans le NPA en 2009 sur une base réformiste et pacifiste [voir *Révolution socialiste* n° 25, n° 30]. LO et le NPA ont soutenu l'expulsion de la Bourse du travail des sans papiers par la bureaucratie CGT en 2009 [voir *Révolution socialiste* n° 31]. Le NPA et LO se sont opposés à la grève générale lors de la lutte pour les retraites en 2010 [voir *Révolution socialiste* n° 34].

Par la voix de son candidat, le NPA ne veut plus entendre parler de ses origines.

> *On s'en fout de Trotsky… on n'est pas un parti trotskyste, je ne suis pas un candidat trotskyste. Trotsky il est mort le pauvre…* (Philippe Poutou, *France 2*, 25 février 2012)

Le NPA qui prétendait remplacer le PCF comme parti social-démocrate de gauche, est déstabilisé par l'apparition du Parti de gauche et par le sursis que cette scission du PS apporte au PCF. Le candidat du NPA, Philippe Poutou, qui est ouvrier dans l'industrie automobile, n'est pas assuré de remplir les conditions pour participer à la présidentielle. Une partie de la direction du NPA ne cache pas sa préférence pour le candidat du le Front de gauche. Quant à la fraction majoritaire, elle fait des appels du pied au PS pour obtenir les 500 signatures de maires.

> *Poutou peut mobiliser des électeurs qui, sans lui, s'abstiendraient et qui manqueraient à Hollande au second tour si nous n'étions pas au premier.* (Alain Krivine, *Libération*, 23 février 2012)

La ligne du NPA se résume à « *imposer une autre répartition des richesses* », c'est-à-dire un peu diminuer les profits et un peu augmenter les salaires, sans mettre en cause la propriété privée des moyens de production, ni l'existence des profits eux-mêmes, ni l'exploitation du prolétariat qui en est la source, ni l'État bourgeois qui garantit cette exploitation. Rien de très différent du PS, du PCF, du PdG, de LO.

LO, dont la candidate est Nathalie Artaud, professeure de lycée, a donné une teinte plus radicale à son discours, pour tenter de profiter de la crise du NPA en jouant l'orthodoxie (au royaume des aveugles, les borgnes sont rois) et pour garder une place face à la candidature de Mélenchon. Mais la question décisive de l'État bourgeois reste esquivée.

Comme toujours, LO s'attache à blanchir le PCF de 80 ans de politique contre-révolutionnaire. Seul le PS gouvernerait en cédant à la grande bourgeoisie (*Nathalie Arthaud, une candidate communiste*, p. 4), comme si le PCF n'avait pas participé aux gouvernements De Gaulle, Mitterrand, Jospin. Seul le PS serait responsable de la montée du FN (p. 21), comme si le PCF n'y était pour rien, alors qu'il a formé la principale bureaucratie syndicale qui collabore avec Sarkozy et empêche la grève générale, que le PCF au pouvoir a tout autant déçu aussi les travailleurs, qu'il a inventé la formule « produire français », détruit au bulldozer un foyer de travailleurs immigrés, appelé à voter Chirac, etc.

> *Le stalinisme est maintenant la principale plaie du mouvement ouvrier mondial. Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. Il faut à nouveau rassembler le prolétariat sous le drapeau de Marx et de Lénine.* (Léon Trotsky, *Lettre ouverte aux ouvriers français*, 10 juin 1935, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 511)

Certes, la camarade Arthaud est la seule candidate à se réclamer du communisme. Hélas, à part titiller le PCF qui n'a pas de candidat propre, cela ne signifie jamais prise de pouvoir et dictature du prolétariat.

> *Les exigences vitales des travailleurs ne peuvent être imposées que par une lutte collective des travailleurs, suffisamment massive, suffisamment explosive, pour menacer réellement la classe capitaliste.* (LO, *Nathalie Arthaud, une candidate communiste à l'élection présidentielle*, 2012, p. 8)

> *Pour les travailleurs, pour les salariés qui ne disposent que de leur force de travail pour vivre, il y a deux choses essentielles à défendre dans cette crise : ce sont leur emploi et leur salaire. Mais imposer ces deux garanties vitales à la bourgeoisie, au grand patronat, nécessite d'établir un rapport de forces entre la bourgeoisie et les exploités.* (Nathalie Arthaud, *Mon programme*, 2012)

LO avance le contrôle ouvrier, mais c'est pour le faire passer pour la révolution elle-même.

> *Le contrôle de la population sur les entreprises capitalistes qui exploitent les uns et étranglent les autres est un de ces objectifs communs possibles. « C'est une révolution ! », s'indigneront tous ceux qui sont attachés, par intérêt ou par ignorance, à l'organisation actuelle de l'économie. Oui, ce serait une révolution.* (LO, *Nathalie Arthaud, une candidate communiste*, 2012, p. 15)

Or, le contrôle ouvrier, qui suscitera inévitablement la résistance des capitalistes, de sa police et de ses bandes fascistes, devient une impasse réformiste s'il ne s'accompagne pas des milices ouvrières, s'il n'est pas lié à la lutte pour un gouvernement ouvrier, s'il ne débouche pas sur la prise du pouvoir.

> *Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938, GB, p. 7)

C'est là que le bât blesse car LO n'avance pas la perspective du gouvernement ouvrier, en prétextant de la situation.

> *Les gouvernements peuvent changer, le président aussi, mais ils ne sont que des fusibles...* (LO, *Nathalie Arthaud, une candidate communiste* 2012, p. 4)

> *Il ne peut pas être question pour des communistes révolutionnaires de participer à un gouvernement qui, étant donné le rapport des forces actuel entre exploiteurs et exploités, est inévitablement le « conseil d'administration » de la bourgeoisie.* (p. 5)

Le rapport des forces a bon dos. Comme s'il était possible d'interdire les licenciements dans *« le rapport de forces actuel »*.

> *Quels sont les objectifs à imposer aux possédants et aux gouvernements, quels qu'ils soient ? Le premier fléau qui frappe la classe ouvrière en cette période de crise est le chômage. Face aux licenciements, il faudra imposer l'interdiction de tout licenciement...* (LO, *Nathalie Arthaud, une candidate communiste* 2012, p. 9)

En réalité, LO propose à la classe ouvrière de continuer à subir la domination politique de la bourgeoisie.

> *La classe des exploités a besoin d'un parti qui représente ses intérêts politiques, non pas seulement à l'occasion d'une consultation électorale pour pousser un cri d'indignation, mais pour peser sur la vie politique ; pour exprimer face à chaque décision du gouvernement de la bourgeoisie les exigences des exploités... Le Parti socialiste à ses origines, à la fin du 19e siècle, puis le Parti communiste après sa création, dans les années 1920, ont été de tels partis.* (LO, *Nathalie Arthaud, une candidate communiste* p. 23)

D'une part, LO oublie que ces partis n'ont pu surgir que dans le cadre de l'internationale ouvrière. D'autre part, le Parti socialiste SFIO n'a jamais été un parti ouvrier révolutionnaire. À sa fondation en 1905 sous la direction du réformiste Jaurès, le PS était un parti non marxiste, électoraliste et opportuniste.

> *La faillite de la 2e Internationale est celle de l'opportunisme qui a grandi sur le terrain spécifique d'une époque historique révolue (dite « pacifique ») et qui a, ces dernières années, dominé pratiquement dans l'Internationale.* (Vladimir Lénine, *La Guerre et la sociale-démocratie russe*, septembre 1914, *Œuvres* t. 21, p. 26)

LO s'y réfère car elle retombe dans la dichotomie de la sociale-démocratie entre programme minimum et programme maximum qui est pourtant dépassée depuis que le capitalisme est entré en déclin.

> *La sociale-démocratie n'a pas besoin de ce pont des revendications transitoires, car de socialisme, elle ne parle que les jours de fête. L'Internationale communiste est entrée dans la voie de la sociale-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses.* (Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938, GB, p. 7)

Comme le parti stalinien grec KKE, LO repousse le socialisme à un avenir lointain. Pour l'étape actuelle, le prolétariat se contentera des *« objectifs à imposer aux possédants et aux gouvernements »* (p. 9). Tout confirme qu'il s'agit d'un programme minimum.

> *Tout cela est possible, réaliste... la classe capitaliste peut en assurer le financement.* (Arthaud, *Mon programme*)

Le « contrôle ouvrier » à la LO est un couteau sans lame.

> *Quand nous disons : « contrôle ouvrier » ce mot d'ordre étant toujours accompagné de celui de la dictature du prolétariat, nous expliquons par là de quel État il s'agit...* (Lénine, *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* novembre 1917, *Œuvres* t. 26, p. 100)

LO prétend, absurdement, qu'on peut améliorer considérablement la situation des travailleurs, au sein du capitalisme, dans un seul pays, dans le cadre de la 5e République de De Gaulle et quel que soit le gouvernement, du moment que ce lui-ci est soumis à *« une pression d'en bas »* (p. 5).

Le programme de LO de 2012 est silencieux sur la nécessité de prendre le pouvoir et de démanteler l'État bourgeois. Il oublie la règle marxiste que LO invoquait autrefois.

> *Tous ceux qui n'inscrivent pas la mise hors d'état de nuire de l'armée et de la police dans leur programme, qui ne fixent pas ouvertement cet objectif à la classe ouvrière, qui ne lui disent pas, aujourd'hui, clairement, que dès que le rapport des forces mettra le soulèvement populaire à l'ordre du jour, ce sera là la première tâche des travailleurs, tous ceux-là ne défendent pas les travailleurs, mais préparent de nouvelles désillusions, ou de nouveaux massacres.* (*Le Chili, de l'Unité populaire à la dictature militaire*, 1985, LO, p. 57) ★

Le Front de gauche pour la cogestion et le capitalisme monopoliste d'État

Jean-Luc Mélenchon est le candidat du Front de gauche, un petit front populaire entre, d'une part, le PCF, le PdG, deux scissions du NPA (GU, C&A), un groupe d'origine mao-stalinienne (PCOF) et, d'autre part, deux débris politiques bourgeois : République et socialisme, la FASE.

Mélenchon est un franc-maçon, un ancien dirigeant du PS, ancien ministre et sénateur, actuellement député européen. Il est le fondateur du Parti de gauche, une scission du PS [voir *Révolution Socialiste* n° 35].

Le Parti communiste français est issu de l'adhésion du PS-SFIO à l'Internationale communiste en 1920 (une minorité hostile fit scission, c'est elle qui est l'origine du PS actuel). Pendant quelques années, sous l'influence de l'IC, il prit la voie du communisme, de la révolution, de l'internationalisme. À cause de la contre-révolution stalinienne en URSS, cette mutation tourna court et le parti stalinien devint, comme le PS, un parti social-patriote, l'axe du front populaire avec la bourgeoisie, un défenseur des colonies. Il a éteint la grève générale en 1936 et en 1968, il a désarmé les travailleurs en 1944, il a participé à plusieurs gouvernements bourgeois de la 4e République et de la 5e République. Son déclin électoral et militant s'est accentué avec le rétablissement du capitalisme en Russie et, depuis, il ne se réclame plus du socialisme [voir *Révolution Socialiste* n° 2]. Il conserve des liens étroits avec les bureaucraties syndicales CGT et FSU.

Le social-impérialisme est partagé par le PS, le PdG et le PCF. Ainsi, Mélenchon a applaudi l'annonce de la vente par Dassault d'avions Rafale au gouvernement indien pour 12 milliards de dollars : *« évidemment que c'est une bonne nouvelle »* ; il osa affirmer que *« nous les Français, nous ne menaçons personne ni n'agressons personne »* (*France Inter*, 1 février 2012). Sans parler des sanglantes guerres coloniales,

Mélenchon oublie la Tunisie en 1961, le Gabon en 1966, le Tchad en 1968, le Zaïre (RD Congo) en 1977, la Mauritanie en 1977, le Zaïre en 1978, le Tchad en 1978, le Centrafrique en 1979, le Tchad en 1983, la Libye en 1985, le Togo en 1986, les Comores en 1989, le Rwanda en 1990, la Somalie en 1992, le Zaïre en 1993, le Rwanda en 1993, les Comores en 1995, le Cameroun en 1996, la Serbie en 1993, la Yougoslavie en 1999, l'Afghanistan en 2001, la Côte d'ivoire en 2002, l'Irak en 2003, la RD Congo en 2003, le Tchad en 2006, la Libye en 2011... D'ailleurs, Mélenchon a soutenu l'agression impérialiste française en Libye, en invoquant le mandat de l'ONU.

> *J'ai voté pour le texte et les mesures proposées concernant l'espace aérien... Mon vote s'entend dans le cadre suivant : tout acte de guerre comme la création d'une zone d'exclusion aérienne ne peut être décidé que par l'ONU.* (Jean-Luc Mélenchon, *Libération*, 18 mars 2011)

Le programme *L'Humain d'abord* rappelle à bien des titres la mystification du *Programme commun* de l'Union de la gauche de 1972, avec l'écologie et les droits des homosexuels en prime. Pour recueillir les voix des travailleurs qui sont tentés par un « vote utile » pour le candidat du PS, le FG reprend un certain nombre de revendications.

Cependant, le programme n'engagera pas les chefs du Front de gauche qui rejoindront probablement le gouvernement si Hollande gagne, et surtout, il est inconsistant. En effet, sa stratégie interdit d'atteindre les objectifs valides qu'il comporte.

Mélenchon n'accuse pas le capitalisme, mais uniquement le *« capital financier »* (pas au sens de Hilferding et de Lénine de fusion du capital bancaire et industriel, mais au sens de capital de la branche financière) et la finance (*L'Humain d'abord*, p. 7, p. 8, p. 10, p. 11, p. 29, p. 31, p. 45, p. 89). Pour tout changer, pas besoin d'une révolution sociale, des élections y pourvoiront (p. 9), pas besoin du pouvoir des travailleurs, une 6e République de la bourgeoisie fera l'affaire (p. 8, p. 61, p. 66, p. 68). Le point d'appui n'est pas le prolétariat, mais *« l'humain »* (p. 10). D'ailleurs, il n'y a pas de lutte entre les classes, mais un *« intérêt général »* (p. 8, p. 9, p. 10, p. 13, p. 25, p. 27, p. 35, p. 37, p. 41, p. 44, p. 53, p. 62, p. 64, p. 65, p. 75, p. 82).

Il n'est nul besoin du contrôle des producteurs sur l'ensemble de la société comme lors de la Commune de Paris, la première république ouvrière du monde, ils se contenteront de *« droits ou pouvoirs nouveaux dans les entreprises »* (p. 13, p. 18, p. 30, p. 35, p. 46, p. 62). En fait, dans ce programme taillé sur mesure pour les bureaucraties syndicales, il s'agit surtout d'une cogestion qui ne dit pas son nom.

> *Le pouvoir économique ne sera plus entre les mains des seuls actionnaires, les salariés et leurs représentants seront appelés à participer aux choix d'investissement des entreprises...* (*L'Humain d'abord,* Librio, 2011, p. 62)

Les *« représentants des salariés »* seront associés aux *« actionnaires »* pour la gestion, moyennant rémunération comme c'est déjà le cas dans les conseils d'administration de France télécom et La Poste. Les prolétaires, en fait de pouvoir économique, resteront contraints de vendre leur force de travail pour vivre.

Pour le PCF et le PdG, il n'est pas question d'exproprier le capital, il s'agit de mettre sur pied une sorte de capitalisme monopoliste d'État à travers de multiples cartels qui *« rassembleront partenaires publics et privés »* (p. 49) sous l'égide de l'État bourgeois : *« pôle public du médicament »* (p. 14, p. 25), *« pôles publics de l'autonomie »* (p. 19), *« pôle public bancaire et financier »* (p. 21, p. 29, p. 34, p. 49), *« pôle public de la construction »* (p. 21), *« agence nationale foncière »* (p. 21), *« pôle de l'énergie »* (p. 38), *« pôle national des transports publics »* (p. 41), *« pôles publics de l'industrie »* (p. 43, p. 49), *« grand service national de l'eau »* (p. 42), *« pôles publics de la recherche »* (p. 81), *« pôle public des médias »* (p. 84), *« conseil national des médias »* (p. 61, p. 84). À cela, s'ajoutera l'apport d'argent par l'État aux *« entreprises stratégiques »* (p. 50).

Pas question d'annuler la dette publique, les travailleurs continueront à subir des impôts et des taxes pour satisfaire « la finance ».

> *Nous agirons pour le réaménagement négocié des dettes publiques, l'échelonnement des remboursements, la baisse des taux d'intérêt les concernant et leur annulation partielle. Nous exigerons des moratoires et des audits sous contrôle citoyen.* (*L'Humain d'abord,* p. 70)

Le silence sur les bases militaires françaises, le soutien marqué de Mélenchon aux ventes d'armes des groupes capitalistes comme Dassault et son appui aux interventions militaires de son propre impérialisme éclairent le véritable contenu des propos lénifiants du *« programme du Front de gauche »*.

> *Nous développerons une action de coopération avec les peuples qui cherchent à construire la démocratie et la justice sociale, notamment en Tunisie et en Égypte, et nous reconstruirons une politique de coopération véritable entre les deux rives de la Méditerranée.* (*L'Humain d'abord,* p. 74)

Quand y a-t-il eu *« coopération véritable »* ? En vérité, il s'agit de *« reconstruire »* la domination de la bourgeoisie française dans sa zone d'influence traditionnelle.

Tout le baratin républicain sur l'égalité et la démocratie s'arrête où l'intérêt de la bourgeoisie française commence : comme son compère Hollande, Mélenchon ne met pas en cause le privilège exorbitant qu'est le droit de veto de la France au Conseil de sécurité de l'ONU, instance qui a d'ailleurs toute leur confiance.

À l'intérieur des frontières, la préoccupation commune de tous les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière est de préserver et de renforcer l'appareil répressif. Le PCF et le PdG ne font pas exception.

> *Nous devrons impérativement stopper la baisse des effectifs de la police et recruter.* (*L'Humain d'abord,* p. 74)

Que tous les militants ouvriers, tous les manifestants, tous les grévistes, tous les travailleurs étrangers, tous les jeunes des banlieues le sachent : *« d'abord l'humain »*, pour les francs-maçons et pour les staliniens, c'est d'abord le flic.★

RÉVOLUTION SOCIALISTE organe du Groupe bolchevik
pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire [Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik
Re-So / AGECA service BP /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CRP Pérou
luchamarxista.blogspot.com
Site du GKK Autriche
www.klassenkampf.net
Site du GB
revolution-socialiste.info
Directrice de la publication ML Herblot
RS37.09


9 771634 400603

ISSN 1634-4006

Grève au Centre hospitalier Guillaume Régnier de Rennes, 7 - 10 février



Un hôpital surpeuplé

Les plans drastiques des gouvernements bourgeois et plus spécialement celui du gouvernement Sarkozy-Fillon ont rendu la situation dramatique. Depuis longtemps cet hôpital fonctionne avec des unités de soins surchargées de 3 ou 4 lits voire 5 en plus du nombre réglementaire. Les différentes instances de collaboration où les représentants syndicaux se plaignaient ne faisaient évidemment pas fléchir la direction de l'établissement. Cette direction qui avait déjà supprimé une prime de service en 2011, soit une économie de 300 000 € alors que l'établissement a enregistré 1,8 million d'euros d'excédent sur son budget en 2010. Cette même direction qui a prévu de s'attaquer aux RTT et au temps minimum d'avancement d'échelon sous la pression de l'Agence régionale de santé (ARS, ex-ARH) qui, pour le compte du gouvernement, s'attaque aux services public de santé.

> *Il y a une réalité incontournable, c'est le budget voté par les députés et l'obligation pour les hôpitaux de présenter des résultats budgétaires en équilibre, la masse salariale ne doit pas être considérée comme une dépense sanctuarisée***.** (cité par Sud Santé 35)

Regroupement d'unités de soins, 40 lits fermés en 2009, 15 lits supprimés en 2011 suite à un incendie (la direction qui avait remis en cause la tenue d'un CHSCT extraordinaire avec une demande d'expertise, contestée devant la justice) : les patients sont accueillis dans des conditions déplorables avec l'installation de matelas à terre, ce qui a déclenché le mouvement.

La grève est votée

Une assemblée générale des personnels appelée le 7 février par les syndicats SUD et CGT mobilise une centaine de salariés avec une seule exigence : la réouverture de 60 lits. La CFDT, dernière ralliée, propose 20 lits. L'AG adopte à l'unanimité l'exigence d'ouverture de 60 lits dont 20 de suite, avec le financement et les personnels nécessaires, sans aucune contrepartie sur les carrières ou l'organisation du travail des salariés. La grève est votée à partir du 7 février sans croire un instant aux jérémiades du directeur d'établissement qui avait prévenu l'ARS des « *difficultés rencontrées* » et du « *travail de résolution de la crise avec le CME* » (comité médical d'établissement).

Ce même CME qui depuis des années ne dit presque rien, ne s'est pas attaqué à la loi Bachelot mais qui s'émeut le 2 février à travers un communiqué de presse :

> *Toutes ces conditions d'hospitalisation nous paraissent indignes et mettent à mal la qualité des soins et la sécurité des personnes. Les équipes ont un sentiment d'impuissance et finissent par s'épuiser. Malgré l'aide des cliniques par leur accueil et la mobilisation des prises en charge ambulatoire, il manque globalement 40 lits pour faire face aux missions de service public du CHGR (hospitalisation sans consentement, admission des crises aiguës ou suicidaires notamment.* (*Dépêche APM*, 3 février 2012)

Et la grève commence le 7 février, après avoir prévenu l'ARS, la préfecture, avec un piquet de grève qui bloque les entrées. La direction envoie un huissier. Les médias locaux et nationaux parlent du mouvement.

Un rendez-vous est pris avec la première adjointe PS de la ville Rennes et présidente du conseil de surveillance. Cette instance a été mise en place grâce à la loi Bachelot et n'est qu'un lieu de satisfecit de la direction de l'hôpital, où les directions syndicales qui y participent, n'ont qu'à enregistrer les propos. Cette adjointe ne trouve pas normal les suppressions de lits mais évite de se prononcer sur le nombre de lits à ré-ouvrir.

> *Elle dénonce les conditions d'accueil inacceptables ... Il est urgent que l'État, via l'Agence Régionale de Santé, trouve des solutions et débloque les moyens nécessaires à un accueil digne et sûr des malades.* (*Ouest-France, 7* février 2102)

Une pétition interne à l'hôpital recueille massivement des signatures. Une AG de 200 personnes reconduit la grève le 8 février.

Dernières rencontres et lâchage de lest de l'ARS

Réunion le vendredi 10 février à l'ARS avec son directeur, les organisations syndicales, la présidente du CME, et la présence de 150 membres du personnel. L'adjointe PS, déjà citée, ne participe curieusement pas à cette réunion...

L'ARS cède la réouverture de 40 lits et l'ouverture de 10 places en hôpital de jour. Elle précise que cela se fera avec 554 000 € non reconductibles et 250 000 € reconductibles. Les mesures lâchées par l'ARS sont acceptées par les personnels.

Premières conclusions

Les médecins, nommés par l'ARS et non plus par le ministère, soumis eux aussi à une charge de travail accrue due au surpeuplement, ce qui est sûrement une des raisons de leur prise de position, ont soutenu la revendication de réouverture de lits.

À noter que la bureaucratie départementale CGT a « pris connaissance de la grève du CHGR »... et a estimé que c'était à la fédération de soutenir ce mouvement contre l'ARS !

La mobilisation déterminée des personnels et des sections syndicales de l'hôpital, avec pour revendication unique « *l'ouverture de 60 lits dont 20 de suite, avec le financement et les personnels nécessaires, sans aucune contrepartie sur les carrières ou l'organisation du travail des salariés* » a sûrement été la force du mouvement.

Mais certains financements ne sont pas reconductibles, donc aucune certitude sur l'embauche ou sur le non-redéploiement des personnels... Comme toujours, rien n'est donc totalement gagné. L'ARS n'a pas complètement cédé aux exigences des travailleurs hospitaliers.

Si la situation de pénurie est telle, à G. Régnier comme ailleurs, c'est parce que toutes les directions syndicales nationales ont accepté de participer au rapport Larcher qui a préparé le terrain à la loi Sarkozy-Bachelot d'étranglement des hôpitaux publics, votée en juin 2009. Au lieu d'appeler à la grève générale pour le retrait du plan, les chefs syndicaux ont épuisé les travailleurs hospitaliers dans des « journées d'action » inefficaces et des « grèves reconductibles » dispersées site par site, des recettes qui avaient conduit à la défaite des cheminots et de bien d'autres.

Il faut que les travailleuses et les travailleurs, dans les réunions syndicales et les assemblées générales, imposent la défense de leurs intérêts, donc la rupture des organisations syndicales avec le gouvernement et sa politique :

Maintien de tous les hôpitaux publics ! Augmentation des crédits de fonctionnement, création de tous les postes de soignants nécessaires, titularisation des précaires, augmentation des salaires !

Défense des statuts de la fonction publique ! Abrogation du forfait hospitalier !

Correspondant

Syndicat CGT des personnels administratifs, techniques et sociaux du Service départemental d'incendie et de secours du Rhône, 13 janvier

Un sommet social est convoqué le 18 janvier 2012 par le gouvernement Sarkozy-Fillon qui a appelé tous les « partenaires sociaux » à « apporter des solutions, faire des propositions » et « avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française ».

Une régression économique et sociale sans précédent a commencé. Le capitalisme en crise que défendent patrons, banquiers et leur gouvernement n'a qu'une perspective : écraser les salariés actifs et retraités, malades et bien portants.

Si on ne les arrête pas, le chômage va exploser, la misère s'étendre. Pour les fonctionnaires, les suppressions de postes d'aujourd'hui seront suivies par des diminutions de salaires et de pensions de 15 à 20 % comme en Grèce, en Espagne ou en Irlande et, avec la remise en cause du statut, des licenciements purs et simples.

Le gouvernement Sarkozy compte, pour avancer sur le terrain des réformes absolument nécessaires au capitalisme en crise, sur le soutien des syndicats qui participent au dialogue social et négocient ces réformes. La CGT doit cesser de lui offrir cette béquille.

Le syndicat CGT (PATS et POMPIERS) du SDIS du Rhône a décidé de s'adresser à SA confédération sur les revendications suivantes :

RUPTURE DU DIALOGUE SOCIAL : la CGT ne doit pas se rendre à la convocation du 18 janvier 2012,

RUPTURE AVEC LE GOUVERNEMENT QUI DÉFEND LE CAPITALISME

ORGANISATION DE LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS QUI PASSE PAR LA PRÉPARATION DES CONDITIONS DE L'AFFRONTEMENT CENTRAL AVEC TOUT GOUVERNEMENT DÉFENDANT LE CAPITALISME.

Motion diffusée par le CCI(T)

La grève des agents de sécurité des aéroports
Sarkozy, briseur de grève



Aux États-Unis, Reagan (Parti Républicain) brisa la grève des contrôleurs aériens en 1981. En Espagne, Zapatero (Parti « Socialiste » Ouvrier Espagnol) brisa la grève des contrôleurs aériens en décembre 2010 [voir *Révolution Socialiste* n° 34]. En France, un an après, Sarkozy (UMP) a brisé la grève des agents de sécurité.

Pour que les avions puissent voler, il faut des travailleurs

D'un côté, les capitalistes et leurs idéologues expliquent que la lutte des classes est un mythe inventé par de perfides communistes, d'autant plus inepte que la classe ouvrière aurait disparu. De l'autre, les capitalistes et les petits-bourgeois se plaignent du coût du travail et des grèves, en particulier celles des travailleurs salariées des transports aériens qui perturbent, parfois, leurs déplacements.

Ne leur en déplaise, il faut, pour que les avions les conduisent à leurs lieux d'affaires et de villégiatures, des travailleurs : par exemple, le second aéroport d'Europe après Londres-Heathrow, celui de Paris-Roissy (De Gaulle) qui est géré comme Orly par ADP, nécessite au total 80 000 salariés. Certains sont très qualifiés (pilotes, contrôleurs aériens...), d'autres moins (employés du nettoyage, employés de la sécurité...).

Le secteur de la sécurité aéroportuaire emploie 10 000 salariés. Cette partie de la classe ouvrière est un produit des privatisations. En 1996, au nom de la réduction des déficits publics, la sécurité des aéroports a été externalisée à des entreprises privées (Alyzia Sûreté, Brink's, ICTS France, I Sec, Samsic, Sécuritas, Securus, Serris, Vigimark...) dont les patrons, regroupés dans le SESA (Syndicat des entreprises de sûreté aérienne et aéroportuaire) profitent d'une manne de 678 millions d'euros de dépenses. En 2004 (gouvernement Chirac-Raffarin) et en 2005 (gouvernement Chirac-Villepin), deux lois ouvrent la voie à la privatisation des aéroports eux-mêmes. En 2008, Sarkozy a insisté sur une nécessaire « *coproduction* » entre privé et public en matière de sécurité.

La révolte des travailleuses et travailleurs de la sécurité

Comme pour le nettoyage des aéroports, les contrats de sécurité sont revus tous les trois ans et échoient aux sociétés les moins-disantes, ce qui engendre l'aggravation des conditions d'exploitation des personnels qui, en changeant d'employeurs, voient leurs maigres acquis perpétuellement remis en cause, quand ils ne sont pas purement et simplement licenciés.

Les conditions de travail sont déplorables, avec des horaires destructeurs, commençant parfois à 4 heures du matin ou terminant après minuit et cela aussi bien en semaine que les dimanches et les jours fériés. De nombreux salariés subissent des temps partiels imposés et des plannings sans cesse modifiés ; ne disposent ni de salle de repos ni d'accès à une cantine. De plus les cadences ne cessent d'augmenter, les quotas de contrôles (palpation des voyageurs, examen des bagages) sont en hausse alors que le nombre des voyageurs s'accroît. Tout cela pour des salaires qui s'échelonnent de 1 100 à 1 600 euros nets.

Après le refus des entreprises sous-traitantes d'augmenter les salaires de 200 euros bruts pour tous et d'améliorer les conditions de travail, les syndicats déposèrent un préavis de grève le vendredi 9 décembre. Pendant une semaine, les patrons ont fait les sourds et le gouvernement de même. Par conséquent, les agents de sûreté aéroportuaire de Paris-Roissy et de Lyon (Saint-Exupéry), se mirent en grève le vendredi 16 décembre ; le mouvement a aussi touché Paris-Orly, Toulouse, Nice, Mulhouse, Rennes, Poitiers...

Sarkozy brise la grève

Face aux grévistes, les patrons des entreprises sous-traitantes refusent de céder la moindre augmentation de salaire, en connivence avec les donneurs d'ordres (les sociétés d'aéroport comme ADP et ADL). Les dirigeants syndicaux réclament des médiateurs au gouvernement.

Or, les patrons savent pouvoir compter sur le gouvernement et l'UMP qui glapissent à la *« prise en otage des passagers »*. Complices, les candidats du FN et du MoDem se taisent, tandis que celle du parti écologiste réclame une limitation du droit de grève.

> *Eva Joly, la candidate EELV à la présidentielle, interrogée lundi par* i-Télé *sur les débrayages dans les aéroports, a préconisé d'obliger à négocier avant d'avoir recours à la grève.* (*L'Humanité*, 19 décembre 2011)

Le lundi 19 décembre, le gouvernement nomme deux « médiateurs », un pour Roissy, un pour Lyon, en menaçant simultanément les travailleurs en grève.

> *« Si la situation ne s'améliore pas, nous aurons recours à une solution appropriée », a mis en garde Nathalie Kosciusko-Morizet, la ministre des Transports.* (*Air journal*, 19 décembre 2011)

Les patrons et le gouvernement à leur service vont s'employer à briser la grève, comme ils avaient réussi à la faire en octobre 2010 dans les raffineries en tablant sur la couardise des directions syndicales [voir *Révolution Socialiste* n° 34]. Ainsi à Lyon (Saint-Exupéry), l'aéroport le plus touché par la grève (la direction reconnaît 85 % de grévistes), le mardi 20 décembre, les patrons substituent aux grévistes des intérimaires (au mépris du droit du travail) et des agents de sûreté venus d'autres aéroports.

Le président lui-même demande le mercredi 21 décembre de prendre des mesures contre la grève. Il est obéi, Guéant (ministre de l'Intérieur) envoie des policiers du PAF et des gendarmes du GTA à Paris-Roissy pour remplacer les grévistes le jeudi 22 décembre. Quelques heures plus tard, Sarkozy (qui se présente maintenant comme le « candidat du peuple ») accuse les travailleurs :

> *Nous ne pouvons pas accepter que qui que ce soit soit pris en otage au moment de partir en vacances...*

L'UMP est un parti bourgeois, Sarkozy est le principal représentant de la bourgeoisie française, l'État français n'est pas neutre, c'est celui de la bourgeoisie française.

> *L'État est celui de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi une classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe dominée... L'État représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital.* (Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, ES, 1975, p. 180)

L'impuissance du réformisme et du semi-réformisme

Alors que Sarkozy fait remplacer les grévistes par les mercenaires de la bourgeoisie, tous les partis sociaux-démocrates (PS, PdG, PCF) déclarent leur soutien aux grévistes. Mais aucun des partis ouvriers bourgeois ni de leurs satellites (LO, NPA...) n'envisage la grève générale des aéroports, seul moyen de battre le gouvernement et les patrons, et encore moins la mobilisation de tous les travailleurs pour chasser des aéroports les briseurs de grève.

Malgré l'évidence, le Parti « socialiste » persiste à faire de Sarkozy un arbitre entre travailleurs et patrons, exploités et exploiteurs.

> *A la veille de Noël, alors que des milliers de passagers attendent leur vol, il y urgence à débloquer la situation. Le gouvernement a les clés, à lui de les utiliser.* (PS, *Communiqué*, 23 décembre 2011)

Jean-Luc Mélenchon, fondateur du Parti de Gauche et ancien ministre du gouvernement Jospin qui a tant privatisé, conseille au gouvernement une solution : augmenter le prix des billets d'avion.

> *Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de Gauche à l'élection présidentielle, est venu soutenir les grévistes qui manifestaient... « Il suffirait d'augmenter de 30 centimes la taxe aéroportuaire. Qu'est-ce que 30 centimes pour des gens qui paient plusieurs milliers d'euros pour prendre l'avion ? », a proposé M. Mélenchon.* (*Libération*, 23 décembre 2011)

Autrement dit, pour le Parti de Gauche, les groupes capitalistes de la sécurité n'ont pas à amputer leurs profits. Marie-George Buffet, ancienne secrétaire nationale du Parti « communiste » français et elle aussi ancienne ministre du gouvernement Jospin, regrette la faiblesse des effectifs des corps de répression qui traquent les immigrés aux frontières.

> *On nous dit maintenant qu'on va faire appel à la police des frontières. Sauf qu'aujourd'hui, elle n'a plus les moyens de remplir ces tâches.* (*L'Humanité*, 22 décembre 2011)

La porte-parole du PCF conseille à Sarkozy de réserver l'emploi de la police et la gendarmerie à des circonstances plus graves, pour briser des grèves plus amples et plus conséquentes pour le capitalisme français.

> *C'est complètement démesuré. Nous ne sommes pas face à une crise d'État.* (*L'Humanité*, 22 décembre 2011)

S'il y avait une « crise d'État », alors il serait justifié de remplacer des salariés en grève par des policiers et des gendarmes. Le PCF, depuis 1933, défend le capitalisme français, défend l'ordre bourgeois. En 1936, en 1945, en 1968, il a sauvé l'État (bourgeois) de la crise (révolutionnaire).

Les directions syndicales plient

De nombreux travailleurs des autres catégories sont directement témoins du déploiement policier dans les aéroports. La plupart des pilotes, stewards, hôtesses, agents de nettoyage, mécaniciens, agents d'accueil, bagagistes, etc. savent bien que si la grève de leurs camarades est brisée par l'appareil répressif d'État au nom des droits de passagers, ils en seront les victimes à leur tour.

Pourtant, face à l'attaque du pouvoir, les dirigeants des syndicats des travailleurs des aéroports se gardent d'appeler l'ensemble des travailleurs de tous les aéroports à la grève générale et toute la classe ouvrière à riposter aux nouvelles attaques du gouvernement contre le droit de grève. Ils annoncent qu'ils appellent à la grève... du 6 au 9 février, soit 6 semaines plus tard.

> *« Le gouvernement va se retrouver avec la plus grande pagaille qu'il ait jamais vue dans le ciel », prévient Louis Jobard, porte-parole du Syndicat national des pilotes de ligne.* (*L'Humanité*, 27 décembre 2011)

La responsable CGT de Brink, Christine Hamiani, minimise le coup porté par Sarkozy :

> *Je ne peux pas garantir qu'on va obtenir une hausse de salaires, mais depuis le début, les patrons ont craqué au fur et à mesure.* (*L'Humanité,* 24 décembre 2011)

En fait, la grève s'effrite.

> *Après onze jours de conflit, les syndicats et les grévistes s'essoufflent donc. Hier, à Toulouse, les agents de sûreté avaient déjà voté la reprise du travail. A Lyon et à Roissy, le mouvement n'a plus que peu d'impact depuis le milieu de la semaine dernière, le trafic étant jugé quasi-normal. De plus, la réquisition depuis jeudi 22 décembre, d'agents de police et de gendarmes pour assurer une partie des contrôles à Roissy, a porté un sérieux coup au mouvement.* (*Air journal*, 26 décembre 2011)

Cependant, le lundi 26 décembre, les AG de Roissy et de Lyon votent encore pour la poursuite de la grève. Le coup de grâce est donné à la grève quand, le même jour, plusieurs syndicats (FO, CFTC, CFDT et UNSA) signent un protocole d'accord national avec le patronat (SESA). Erik Biro, le secrétaire général de l'UNSA-FMPS se justifie en expliquant que « *L'accord est insuffisant mais il y a des avancées* » (*L'Humanité*, 27 décembre 2011).

Le mardi 27 décembre, la responsable de la CGT appelle à son tour à la reprise, *« en estimant que les quelques concessions obtenues du patronat ne sont pas négligeables »* (*L'Humanité*, 27 décembre 2011). LO avalise :

> *Leur révolte s'est fait entendre et c'est là un succès de leur grève. Oui, les travailleurs se sont fait respecter et la semaine a vu les directions aller de recul en recul... Ces patrons arrogants de la sûreté qui ne voulaient pas discuter ont dû ouvrir une négociation nationale. Ils ne voulaient pas parler argent ou salaire, et ils ont dû faire des concessions sur ce plan aussi.* (*Lutte ouvrière*, 30 décembre 2011)

En fait, le protocole ne prévoit aucune augmentation de salaire à proprement parler, seulement une augmentation de la prime annuelle : 500 euros seraient garantis à tous, le reste étant soumis à certaines conditions par les employeurs.

À aucun moment de la lutte, ni LO, ni le NPA n'ont mis en cause la ligne de l'appareil de la CGT qui a facilité la sale besogne de Sarkozy le briseur de grève. Or, cette défaite ouvre la voie à une nouvelle attaque du gouvernement contre le droit de grève.

Le gouvernement et l'UMP veulent restreindre le droit de grève

Le 16 décembre, Mariani (secrétaire d'État aux transports) évoque la mise en place d'un service minimum dans les transports aériens. Le 18, Kosciusko-Morizet (ministre des Transports) brandit à nouveau cette menace. Le 24, Bertrand (ministre du Travail) se déclare favorable à la proposition de loi visant à encadrer le droit de grève dans les transports aériens, afin d'y assurer un « service minimum ». Cela n'empêche pas toutes les directions confédérales de se rendre au « sommet social » convoqué le 18 janvier par Sarkozy. Le 23 janvier, le gouvernement engage « la procédure accélérée » sur la proposition de loi du député UMP Diard.

La nouvelle loi s'ajouterait aux dispositifs qui restreignent le droit de grève dans la fonction publique, dans les transports ferroviaires (loi Sarkozy-Fillon du 21 août 2007), dans l'enseignement primaire (loi Sarkozy-Darcos du 20 août 2008). Elle obligerait les salariés à se déclarer individuellement grévistes 48 heures avant le début d'un conflit, comme cela existe déjà à la SNCF et dans les écoles.

Le 25 janvier, l'Assemblée nationale adopte la proposition. En dépit de la défaite des travailleurs de la sécurité, l'appel des syndicats à la « semaine d'action du 6 au 9 février », est assez suivi le 6, ce qui montre la volonté des travailleurs d'Air France et d'ADP de s'unir (et perturbe l'arrivée de Merkel à Orly).

Mais les dirigeants syndicaux qui ont laissé les grévistes isolés en décembre ne sont pas capables de défendre le droit de grève en février.

> *Les pilotes de la compagnie aérienne Air France restent en pointe de la grève, lancée par tous les syndicats de l'industrie mais finalement peu suivie chez les PNC* [personnels navigants commerciaux] *et quasiment pas dans le personnel au sol.* (*Air journal*, 9 février 2012)

Le 15 février, le Sénat rejette la proposition de loi UMP. Les directions syndicales s'en remettent aux manœuvres parlementaires.

> *Au lendemain du rejet au sénat de la loi sur le service garanti dans le transport aérien, les syndicats du transport aérien, dont le Syndicat national des pilotes de lignes (SNPL), ont annoncé qu'ils renonçaient à une deuxième phase de grèves en France pendant le mois de février.* (*Air journal*, 14 février 2012)

Le 16 février, les contrôleurs aériens de Francfort, le premier aéroport d'Allemagne et le troisième d'Europe, entrent en grève.

Une attaque contre le droit de grève des travailleurs des transports aériens est une attaque contre tous les travailleurs. La leçon de la défaite de décembre est que tous les travailleurs des aéroports doivent s'unir, ce qui implique de mettre fin aux syndicats catégoriels et aussi à la multiplication des confédérations qui sépare les travailleurs et facilite les manœuvres des patrons.

Dans les aéroports comme ailleurs, il faut en finir avec la collaboration de classe des bureaucraties syndicales qui aboutissent à accompagner la crise capitaliste et qui causent défaite sur défaite.

Les travailleurs de tous les aéroports et de toutes les compagnies aériennes doivent s'unir au-delà des frontières. La lutte pour un syndicalisme unifié, démocratique et de lutte de classe est inséparable de la construction du parti ouvrier révolutionnaire et de la reconstruction d'une internationale communiste.★

La Grèce devant l'alternative socialisme ou barbarie
Gouvernement ouvrier et paysan ! Annulation de la dette de la bourgeoisie !

Le 12 février, la police anti-émeute a attaqué à Athènes les centaines de milliers de manifestants qui tentaient d'empêcher le Parlement bourgeois d'adopter un nouveau plan d'austérité. Il s'en est suivi une nuit d'émeute. Le sort du prolétariat grec préfigure ce qui attend les autres travailleurs d'Europe. Si la classe ouvrière de Grèce prend le pouvoir pour mettre fin à son interminable martyre, en prenant la tête de tous les exploités et opprimés du pays, elle peut débuter la révolution socialiste mondiale et ouvrir la voie de la reconstruction rationnelle et planifiée de l'économie des Balkans, de l'Europe et du bassin méditerranéen.

Une spirale interminable de régression et de réaction

La crise capitaliste mondiale a frappé de manière inégale les économies nationales. Les pays ont d'autant plus souffert, comme la Grèce, que leur accumulation du capital était réduite (peu d'extraction réelle de la plus-value sociale) et qu'ils recouraient aux artifices keynésiens (la stimulation de l'économie par la dette). La « grande récession » a aussi révélé l'inconsistance des prétentions des bourgeoisies à unifier pacifiquement et démocratiquement l'Europe morcelée en 53 États.

La Grèce, dont la bourgeoisie avait cru pouvoir s'affirmer à l'échelle régionale en s'appuyant sur l'Union Européenne, s'est révélée son maillon le plus faible. Elle menace même d'entraîner l'euro et toute l'Union européenne (UE) dans sa débâcle. Depuis deux ans, l'État grec est réduit à supplier le Fonds monétaire international (FMI) et l'UE (dont les États membres sont eux-mêmes en déficit) de l'aider à payer ses créanciers. Parmi ces vampires, figurent en bonne place les groupes capitalistes de la banque et de l'assurance de la France et de l'Allemagne. L'État grec est placé sous la surveillance humiliante de « la Troïka » : FMI, Commission Européenne et Banque centrale européenne (en fait les impérialismes allemand, français et américain).

Les plans d'austérité et de privatisation se succèdent : en mai 2010, en décembre 2010, en juin 2011, en octobre 2011, en décembre 2011, en février 2012. Les premiers sont l'œuvre du gouvernement Papandréou du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK). En novembre 2011, l'UE impose un gouvernement Papadémos de coalition entre le PASOK, la Nouvelle démocratie (ND), l'Alarme populaire orthodoxe (LAOS). Papadémos était le gouverneur de la Banque de Grèce, au moment où les comptes ont été falsifiés avec l'aide de la banque américaine Goldman Sachs dont le directeur pour l'Europe était alors Draghi, l'actuel président de la BCE. Le LAOS, parti fascisant mis au pouvoir par l'UE « démocratique », quitte le gouvernement le 10 février à cause de la légère baisse du budget de l'armée.

L'économie s'enfonce dans la dépression : le PIB a baissé de 1,9 % en 2009, de 4,5 % en 2010, de près de 6 % en 2011. Il devrait encore baisser de 3 % en 2012. D'après les scénarios les plus optimistes, le PIB grec aura diminué de 16 % en quatre ans, soit un sixième de la richesse du pays.

La faillite de la classe capitaliste est payée par la paupérisation de la classe ouvrière.

Des sacrifices dont les capitalistes, l'état-major et le clergé sont exemptés

Le chômage touche plus d'un million de travailleurs, soit officiellement 20,9 % de la population active, un chiffre jamais vu. Les prix ont augmenté de 2,9 % en 2011, alors que les salaires, les allocations chômage et les pensions de retraites ont baissé. En effet, le salaire minimum vient de diminuer de 22 % (et même de 32 % pour les moins de 25 ans), les traitements des fonctionnaires ont baissé de plus de 30 % en deux ans, la plupart des pensions ont baissé de 20 % en deux ans (en outre, la durée de cotisations a été portée à 40 ans et l'âge de la retraite à 65 ans), les salaires sont gelés jusqu'en 2015.

Les budgets d'austérité ont supprimé 82 000 emplois publics en 2010, 50 000 en 2011. Le dernier plan prévoit 15 000 postes de moins en 2012. Les coupes budgétaires ne concernent guère le cœur de l'État bourgeois, à savoir l'armée et la police, dont les dépenses augmentent. Selon le dernier plan, l'État va amputer le budget de la santé d'1 milliard d'euros tandis que le budget de la « défense » atteint officiellement 4 milliards . La Grèce a plus de chars que la France et 2,8 % de la population active sont des militaires, la proportion la plus élevée de l'OTAN.

Les privatisations concernent les banques, la poste, les infrastructures, l'énergie, l'eau et le jeu. Vu la conjoncture économique, la vente des entreprises publiques se fait à vil prix. L'impérialisme chinois, qui est devenu le 3e fournisseur de la Grèce devant son rival français, en profite pour faire ses emplettes : le groupe COSCO s'est emparé du port du Pirée. L'État chinois encourage vivement le peuple grec à accepter les sacrifices que réclament le FMI et l'UE.

La TVA a augmenté de 20 %, en revanche les cotisations sociales patronales diminueront. Le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques a monté, mais la fraude des 10 % des ménages les plus riches fait perdre 25 % des rentrées fiscales attendues. La Grèce détient la première flotte du monde (dont l'activité assure 6,7 % du PIB, plus que le tourisme), mais les groupes capitalistes de la marine marchande échappent à l'impôt sur les sociétés (art. 107 de la Constitution) et les armateurs fraudent massivement

sur les cotisations patronales. Le deuxième propriétaire foncier après l'État, l'Église orthodoxe, est exemptée de la taxe foncière et n'acquitte que peu d'impôts sur ses revenus alors qu'elle détient des plages, des restaurants, des hôtels, des parkings. En outre, le clergé est payé par l'État.

La crise grecque est si intense qu'elle pose le problème du choix entre fascisme et révolution. Mais les directions du mouvement ouvrier bouchent jusqu'à présent cette dernière issue.

Les bureaucraties syndicales dissipent la colère des masses par des journées d'action

Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) n'est pas issu de la classe ouvrière, mais a été fondé par une des dynasties politiques bourgeoises, les Papandréou, en 1974, avec comme slogan *« La Grèce aux Grecs ! »*. Le PASOK est une expression « progressiste » du nationalisme bourgeois des pays dominés (comme celui de Moubarak et le RCD de Ben Ali, membres également de l'Internationale « socialiste »). Ce parti bourgeois nationaliste contrôle les principales organisations syndicales, la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) et l'Administration suprême des syndicats de fonctionnaires grecs (ADEDY). Les bureaucraties confédérales se gardent d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait des mesures d'austérité et refusent de chasser le gouvernement où siège, seul ou avec les fascistes, le PASOK. Pour dévier le mécontentement, elles appellent à des « journées d'action » de 24 heures (ou de 48 heures) dont le but affiché est de faire pression sur le gouvernement : 10 février 2010, 24 février 2010, 5 mars 2010, 11 mars 2010, 22 avril 2010, 5 mai 2010, 12 mai 2010, 20 mai 2010, 8 juillet 2010, 11 mai 2011, 15 juin 2011, 19 et 20 octobre 2011, 17 janvier 2012, 12 février 2012...

Deux partis ouvriers bourgeois soutiennent cette mascarade des journées d'action : la Coalition de la gauche, des mouvements sociaux et de l'écologie (Synaspismos) et le Parti communiste de Grèce (KKE), flanqués de plusieurs organisations semi-réformistes issues de la décomposition de feue la 4e Internationale.

Les deux partis sociaux-patriotes protègent le gouvernement bourgeois

Synaspismos et le KKE ont la même origine, le Parti « communiste » grec (PCG) qui a sauvé la bourgeoisie grecque en 1944, sur ordre de Staline. Celui-ci craignait par-dessus tout que la 2e guerre inter-impérialiste débouchât sur la révolution socialiste en Europe et dans le monde, qui aurait abouti au renversement de la bureaucratie privilégiée au pouvoir en URSS. En novembre 1973, quand les étudiants affrontèrent la dictature militaire, le PCG leur fut aussi hostile que le PCF envers les étudiants qui défièrent De Gaulle en mai 1968. Le PCG a participé au gouvernement bourgeois dirigé par la ND en 1989. Il a toujours partagé le nationalisme de sa bourgeoisie, en particulier contre la Turquie et la Macédoine.

Aujourd'hui, ses deux héritiers défendent la souveraineté grecque, renvoient le socialisme à un avenir lointain, et aucun n'écarte la possibilité de gouverner avec des partis bourgeois.

> *Le temps est venu pour un front populaire et social.* (KKE, *Propositions pour sortir de la crise*, 14 mai 2010)

Synaspismos a constitué la Coalition de la Gauche Radicale (Syriza) avec des organisations de taille plus réduite (scissions du PASOK, scission du KKE, maoïstes, pseudo-trotskystes). En Europe, Syriza est liée à RC et au PCF, deux partis ayant participé à des gouvernements d'austérité ou de privatisation en Italie et en France.

Synaspismos ne met pas en cause le capitalisme, mais le « néo-libéralisme ». C'est pourquoi elle a accueilli avec enthousiasme en juin 2011 le mouvement des Indignés qui interdisait l'expression des partis ouvriers mais arborait le drapeau grec (qui est frappé de la croix orthodoxe). Pour restaurer la « dignité nationale », Syriza se contenterait de changer la composition du Parlement par des élections et la mise sur pied d'un autre gouvernement de coalition.

> *Nous appelons le peuple grec, tous les citoyens, quelle que fût leur préférence politique ou partisane antérieure, à ne pas perdre le moral, à ne pas courber la tête... Des élections doivent être organisées immédiatement, à la proportionnelle intégrale. C'est la solution pour le retour à la normale et la seule perspective de restauration de la cohésion sociale. Tout comme le peuple a provoqué la chute du gouvernement Papandréou, tôt ou tard, il parviendra à faire émerger une nouvelle coalition gouvernementale qui en finira avec les accords sur la dette contraires à la constitution et restaurera la souveraineté populaire, la justice sociale et la dignité nationale.* (Syriza, *Déclaration publique,* 7 novembre 2011)



Synaspismos et Syriza refusent de répudier la dette de la bourgeoisie grecque. Ils y opposent, avec le soutien de la « 4e Internationale » pabliste, la diversion d'une *« campagne pour un audit de la dette publique »* (*Inprecor*, mai 2011).

Le KKE conserve une influence décisive dans la classe ouvrière et la jeunesse scolarisée. Le parti néostalinien divise les rangs ouvriers et scissionne les syndicats avec le Front militant de tous les travailleurs (PAME). Le PAME appelle systématiquement à des manifestations séparées de celles de l'ADEDY et de la GSEE.

Le KKE prétend absurdement que le choix de l'autarcie ramènera la prospérité.

> *Nous maintenons, faits et preuves à l'appui, que la Grèce, en dépit des dégâts sérieux et ravageurs qui ont touché certains secteurs et qui sont dus à la domination du capital et à la concurrence entre monopoles, connaît les conditions préalables pour constituer et développer une économie populaire autonome.* (KKE, *Propositions pour sortir de la crise*, 14 mai 2010)

Tout en dénonçant « le système capitaliste », le KKE se refuse avec obstination à postuler au pouvoir alors que la situation est intenable pour la classe ouvrière et les classes petites-bourgeoises.

> *Les gens ont quelque chose à gagner si un gouvernement faible sort des élections… Renverser le système ne se fera pas en un soir, ni une seule offensive… Nous ne pouvons pas exclure la possibilité d'une rupture radicale dans les années à venir…* (Aleka Papariga, secrétaire générale du KKE, *ANT1*, 6 janvier 2012)

Pour le parti néostalinien, il n'y a pas d'urgence. Il convient d'attendre quelques années, en canalisant le mécontentement par des grèves limitées et des manifestations lors des « journées d'action ». En attendant, le service d'ordre du KKE protège à l'occasion le Parlement contre les manifestants. La bourgeoisie doit rester au pouvoir, mais c'est sans importance : *« Notre position, c'est que les luttes empêcheront le pire »* (KKE, 13 février 2012). Pas question de préparer le renversement du gouvernement bourgeois par les masses et de le remplacer par un gouvernement ouvrier. Le KKE se décharge de toute responsabilité : *« Si le peuple ne prend pas la décision, il n'y aura pas de changement »* (Papariga, 6 janvier 2012).

Face à l'impuissance dans laquelle la politique des directions syndicales et des partis ouvriers bourgeois maintient les masses, l'anarchisme se développe sans être capable de tracer une issue positive à la crise économique et politique.

Pour le pouvoir des travailleurs : gouvernement KKE-Synaspismos, formation de soviets !

La classe ouvrière doit avoir son propre parti pour pouvoir s'émanciper, un parti comme le Parti Bolchevik qui a permis la prise du pouvoir par les soviets de Russie en octobre 1917. L'avant-garde doit se rassembler sur la base des revendications qui débouchent sur la révolution socialiste, la dictature du prolétariat.

- Dans les entreprises, les universités, les quartiers, les bourgs, comités de travailleurs salariés, d'étudiants, de paysans, fédérés et centralisés ! Autodéfense des grèves, des manifestations contre la police et les fascistes ! Démantèlement de l'armée, de la police antiémeute, des services secrets !
- Dirigeants de la GSEE et de l'ADEDY, rompez avec le gouvernement ND-PASOK, cessez toute négociation des plans d'austérité, exigez le retrait de tous les plans d'austérité !
- Front unique de la GSEE, de l'ADEDY, du PAME, du KKE et du Synaspismos pour l'annulation de la dette de la bourgeoisie, de toutes ses mesures réactionnaires, pour la diminution du temps de travail, l'indexation des salaires et des pensions sur les prix, l'expropriation des armateurs et de tous les groupes capitalistes, pour la séparation complète de l'Église orthodoxe et de l'État, pour un plan d'urgence élaboré par les comités et appliqué sous leur contrôle !
- KKE et Synaspismos, postulez au pouvoir et formez un gouvernement sans représentant de la bourgeoisie sous contrôle des comités !
- Fermeture des bases militaires américaines ! Retrait de l'OTAN ! Mêmes droits pour les travailleurs immigrés ! Droit à l'autodétermination des minorités nationales (Turcs, Pomaks, Tziganes, Slaves) ! Retrait de l'armée grecque de Chypre ! Unité avec la classe ouvrière de Turquie ! Fédération socialiste des Balkans ! États-Unis socialistes d'Europe ! ★

Norvège
Les leçons du massacre fasciste d'Utoja

Les attentats d'Oslo et d'Utoja montrent que la terreur fasciste vise en première ligne, aujourd'hui comme hier, le mouvement ouvrier organisé. Ils montrent conjointement que les organisations ouvrières ne peuvent attendre de l'État bourgeois rien qui ressemble à une protection contre les meurtriers fascistes ou racistes.

Les gouvernements et les médias présentent couramment le meurtrier Breivik comme un psychopathe isolé. Son univers raciste, anti-féminin, de haine du marxisme, est donné comme une perturbation mentale et non pas comme une synthèse des thèses fascistes qui se trouvent aussi bien dans des partis populistes « fréquentables »en Europe et aux USA. Son « manifeste » n'est pas apparu seulement deux heures avant le déclenchement des bombes à Oslo, de longs extraits idéologiques se trouvent depuis 2008 sur des blogs. Le service secret norvégien a très bien enregistré les achats bizarres par Breivik de composants de bombes. Au beau milieu d'une époque de communication et de surveillance de haute technologie, pourtant, le meurtrier a pu se livrer pendant presque 90 minutes, sans entrave, à une chasse après des enfants et des adolescents désarmés et apeurés.



Die "Partei des kleinen Mannes" - korrupt, verlogen, arbeiterfeindlich
Seiten 2 und 3

GRUPPE KLASSENKAMPF
Für Rätemacht und Revolution

KLASSENKAMPF
Zeitung für Rätemacht und Revolution

Nummer 11 | September 2011 | Gruppe Klassenkampf | Preis 2,-- EUR

JAPAN: NACH TSUNAMI UND FUKUSHIMA - SOLIDARITÄT MIT DEN WERKTÄTIGEN!

Gut ein halbes Jahr nach der Tsunamikatastrophe vom 11. März dieses Jahres und der folgenden Kernschmelze in mehreren Reaktorblöcken des AKW Fukushima Daiichi sind die Folgen der verheerenden Ereignisse nach wie vor erschütternd: Offiziell sprechen die japanischen Behörden von 11.500 Toten und 16.000 Vermissten. Nach wie vor sind hunderttausende Menschen obdachlos oder hausen in Notquartieren.

Dossier Japan ab Seite 6

TELEKOM:
"GREIFEN SIE NUR ZU"

Bei der privatisierten Telekom führen bürgerliche Manager vor, wie es um die Moral der herrschenden Klasse und ihrer wirtschaftlichen Elite bestellt ist. Das Leben - ein einziger Selbstbedienungsladen, zugreifen, einstecken, genießen. Kündigungen? Ach, sind eh nur "Minderleister". Solange es was zu fladern gibt, sind sie dabei, dann ziehen sie weiter - zum nächsten privatisierten Selbstbedienungsladen.

Weiter auf Seite 5

GLÜCKSSPIEL: IN DER KRISE BOOMT DIE ABZOCKE...

...und Novomatic schneidet kräftig mit. Wundert uns das, wo dieser Konzern eigentlich schon ein kleines Schattenkabinett aus abgehalfterten Ministern und Spitzenpolitikern zusammenstellen könnte, die bei ihm in Lohn und Brot stehen?

Weiter auf Seite 21

ISSN: 2220-0657

9 772220 065718

www.klassenkampf.net

La première leçon d'Utoja doit être : aucune confiance dans l'appareil policier de l'État bourgeois ! Ce n'est pas en vain que le meurtrier a utilisé les illusions légalistes des organisations réformistes : en dépit des expériences des interventions policières à Seattle, Gênes, Göteborg, en dépit de l'augmentation des courants (semi) fascistes dans les appareils policiers en Hongrie, en Autriche, en France, en Belgique, les participants au camp de jeunesse AUF se sont rassemblés avec confiance autour du prétendu policier qui prétendait vouloir s'informer de l'attaque terroriste d'Oslo. La jeunesse ne devrait pas être méséduquée au point d'être rassurée par la vue d'un uniforme, au point de croire « impossible » qu'un (soi-disant) policier soit un tueur, quand le mouvement ouvrier subit sans arrêt la violence policière, y compris mortelle.

Tout de suite après les attaques, les différents courants du mouvement ouvrier international ont réagi différemment à la terreur fasciste :

Les partis ouvriers réformistes bourgeois – sociaux-démocrates et ex-staliniens – exigèrent l'utilisation effective des lois existantes contre des forces « extrémistes », à l'occasion de quoi quelques-uns jugèrent très utile de mettre sur le même plan « *l'extrémisme de droite et de gauche* ». En clair : l'État bourgeois doit enfin entreprendre quelque chose contre les fauteurs de trouble.

Même si les déclarations de groupes centristes sonnent plus « radicales », elles évitent toutes une réponse concrète.

Nous proposons comme réponse révolutionnaire aux attaques fascistes en Norvège le mot d'ordre : Pour la création d'organes armés d'auto-défense des organisations ouvrières, jusqu'à la construction de milices ouvrières.

Cela implique le rejet de la législation sur les armes et de l'aggravation des interdictions qu'elle contient, suggérée par les écologistes et les démocrates libéraux dans différents pays.

Bien au contraire : nous aspirons à l'armement le plus général possible des travailleurs ! Nous réclamons le droit des ouvriers à posséder des armes et à un entraînement systématique à l'usage de celles-ci. Étant donné les circonstances, nous trouverions des plus judicieux que les syndicats veillent à cette tâche, cela fournirait l'occasion de construire des structures d'autodéfense unitaires. L'argument qui voudrait y voir une augmentation des actes de violence est fallacieux. Comme Andres Breivik l'a montré, un meurtrier fasciste de même que des criminels ordinaires ou des personnes perturbées psychiquement trouveront toujours un moyen de se pourvoir en armes et en munitions.

Au lieu de davantage de droits pour la police, davantage d'espionnage de la population, au lieu d'archivage de données et de renforcement des lois sur les armes, nous réclamons le droit à l'acquisition et à la possession d'une arme pour tous dès l'âge du droit de vote. Celui qui a le droit de prendre des décisions politiques ou auquel le gouvernement bourgeois demanderait de partir en guerre pour la « patrie » capitaliste, doit aussi avoir le droit de se défendre. Nous exigeons de même le droit pour toutes les organisations ouvrières, syndicats et partis, d'enseigner le maniement des armes à leurs membres, sous une forme organisée, sans obstacle de l'État.

Il s'agit d'une revendication politique, non pour un armement individuel, mais contre le monopole des armes détenu par les forces de répression de l'État bourgeois, pour l'autodéfense ouvrière des réunions, des grèves, des manifestations dont nous devons organiser la prise en charge dès maintenant.★

Gruppe Klassenkampf / Groupe lutte de classe (Autriche)

Russie
Poutine veut que le capitalisme russe joue dans la cour des grands

L'apparatchik gouverne depuis 12 ans

Vladimir Poutine a discrètement prospéré dans l'appareil d'État de l'URSS sur le déclin, où il a gravi les échelons du KGB pour finir lieutenant colonel en 1990. Ensuite, direction le cabinet du maire de Saint Pétersbourg qui a renforcé son goût des bonnes affaires, puis, entrée dans l'administration du Kremlin à Moscou. En 1997, il prend les rênes du FSB (Service fédéral de sécurité, ex-KGB) et siège dans la foulée au Conseil national de sécurité. Eltsine le nomme Premier ministre en août 1999. Depuis, Poutine n'a pas lâché le pouvoir.

En décembre 1999, il participe aux élections législatives sous les couleurs du parti qu'Eltsine vient de créer, Unité, qui obtient, d'après les trucages officiels, 23 % des suffrages, derrière le Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) et devant La Patrie. Ce parti regroupe une autre fraction puissante de la nouvelle bourgeoisie russe, issue également de la bureaucratie pro-capitaliste et regroupée autour du maire de Moscou. La fusion d'Unité et La Patrie permet à Poutine de disposer d'un parti, Russie unie, au moment où Eltsine, démissionnaire, le nomme président par intérim. Lors de l'élection présidentielle de mars 2000, Poutine obtient 52 % des voix au premier tour. Réélu en 2004 avec 71,3 % des voix, le président Poutine est empêché par la constitution de s'adjuger un troisième mandat consécutif. Il présente alors à la présidentielle de 2008 son Premier ministre, Dmitri Medvedev, chargé de garder le fauteuil au chaud jusqu'en 2012, tandis qu'il continuera à gouverner, avec le titre de Premier ministre. Medvedev donne toute satisfaction et fait même adopter une rallonge du mandat présidentiel. Poutine se voit facilement élu au premier tour le 4 mars 2012 pour au moins 6 ans, même si le résultat des élections législatives du 4 décembre 2011 lui gâche un petit peu la fête.

Les résultats des élections législatives contestés

Avec 49,3 % des voix et 238 sièges sur les 450 que compte la Douma, Russie unie perd officiellement 14,8 % et 77 députés par rapport aux législatives de 2007, dans un scrutin où les fraudes au profit du parti de Poutine ne font aucun doute. Même s'il garde largement la majorité au parlement, ce résultat a fâché le Premier ministre – Président. La participation (60 %) est en baisse de 4 points, alors que l'élection présidentielle approche, que les portraits de Poutine tapissent les murs et les couvertures de presse, que l'argent public finance ses campagnes. Heureusement, il y a le résultat grotesque enregistré en… Tchétchénie : taux de participation, 99 % ; Russie unie 99,5 %.

De fait, Poutine ne craignait rien de ce scrutin, comme il ne craint pas le résultat de la présidentielle. Il a promulgué, dès 2001, des lois qui entravent le fonctionnement ou même la déclaration de partis politiques, au point que les restants apparaissent comme des partis agréés par sa majesté et que, depuis la loi électorale de 2005, plus aucun ne peut concurrencer Russie unie. Pour preuve, le second aux législatives, le Parti communiste de la fédération de Russie (KPRF) atteint 19,2 % des voix et 92 députés. L'affiliation au parti de Poutine est une obligation pour qui veut une responsabilité dans l'administration des régions, dans l'appareil d'État ou les entreprises qu'il contrôle. Les présidents des républiques de la fédération de Russie, les gouverneurs régionaux ne sont plus élus au suffrage universel, depuis 2004, mais directement nommés par Poutine.

Ce qui trouble maintenant le dispositif, c'est que la contestation des résultats, la dénonciation du système de fraudes généralisées, de Poutine lui-même et de sa politique, ont pris la forme de manifestations de rues, dès l'annonce des résultats et plusieurs fois depuis, en mobilisant des dizaines de milliers de manifestants. La police a interdit, sans succès, les premiers rassemblements et arrêté plusieurs centaines de manifestants, tandis que Poutine les qualifiait de « *singes* ».

Les eaux mêlées des anti-Poutine

Loin d'être spontanées et exemptes d'interventions de forces politiques organisées, les manifestations du mois de décembre puis de février, ont surtout rassemblé les soutiens à « *l'opposition libérale* » que Poutine a écartée du jeu politique, en particulier électoral (seuls sept partis sont légalement autorisés en Russie). Elle n'a pas de représentation parlementaire et conteste la place hégémonique des anciens de la bureaucratie stalinienne aux commandes de la Russie. Avec Kasparov, le richissime champion d'échecs, Prokhorov, le milliardaire récemment écarté par Poutine, diverses vedettes des médias et du spectacle, cette opposition réclame une « *Russie ouverte* », la « *démocratie* » ; elle a manifesté au cri de « *la Russie sans Poutine* ». Il faut rajouter « *à nous* » pour bien comprendre le slogan. Elle dit représenter les aspirations de la classe moyenne urbaine. En fait, elle est 100 % bourgeoise, capitaliste, et polarise une fraction de la petite bourgeoisie étouffée par la main de fer du gouvernement et du système Poutine, dans une situation où le prolétariat est totalement émietté, muselé, par conséquent incapable de projeter ses revendications, d'ouvrir une véritable alternative à toute la société.

Toutes les organisations qui se réfèrent aux « *travailleurs* », au « *socialisme* », au « *communisme* », ou même à « *la gauche* » ont également appelé et participé aux manifestations. Elles gravitent autour du KPRF, comme le Front de gauche, qui vient de passer un accord avec lui pour

« *créer un grand bloc des mouvements sociaux et politiques en appui pour l'élection de Ziouganov* » [chef du KPRF]. Un représentant du Front de Gauche avait été coopté dans la direction du Mouvement socialiste russe fondé en mars 2011, avec pour modèle le NPA et Die Linke dont la ligne oscillait, comme d'habitude chez les pablistes, entre la recherche d'une « aile gauche » à soutenir dans le KPRF (grâce au Front de gauche, ils l'ont trouvée...) et la fascination pour les petits-bourgeois, surtout fans de numérique, qui cachent ou nient la division en classes sociales antagoniques. Pour compléter le tableau, on peut ajouter le Parti des travailleurs communistes de Russie qui reproche au KPRF d'avoir largué Staline ou encore l'Avant-garde des jeunes rouges (AKM) qui a scandé « *Brise le système, sauve la Russie* » tachant ainsi les drapeaux rouges et les « *révolution !* » d'une hideuse auréole nationaliste.

Ce fléau a repris une terrible vigueur avec la crise économique et toutes sortes de formations xénophobes, racistes, jusqu'à celles qui revendiquent la croix gammée, grossissent en Russie. Elles assassinent des travailleurs migrants originaires d'Afrique ou d'Asie, tabassent au faciès dans les rues, s'affichent dans les stades. Elles organisent chaque 4 novembre une « *Marche russe* ». Cette date a été instaurée en 2005 par Vladimir Poutine avec pour objectif de « *cimenter l'identité nationale en Russie* », en lieu et place du 7 novembre, anciennement férié pour commémorer la révolution de 1917. La « *journée de l'unité du peuple* » célèbre la libération de Moscou en 1612 occupée alors par l'armée polonaise, victoire ouvrant la voie à la dynastie des Romanov. Elle est le rendez-vous des skins, nazis et « libéraux » comme Alexeï Navalny, blogueur et opposant très apprécié des médias des démocraties pur jus.

> *Ses slogans ratissent large. Y compris chez les nationalistes avec lesquels il s'associe pour dire : « non aux subventions pour le Caucase ». Cet ex-boursicoteur, libéral, nationaliste, est la figure la plus rassembleuse de l'opposition russe. Le seul à avoir été acclamé sans sifflets par la foule de 80 000 à 120 000 manifestants réunie samedi dernier dans le centre de Moscou. Cet avocat de formation s'est d'abord fait connaître en 2007 par son combat acharné pour le respect des droits des actionnaires minoritaires.* (*La Tribune*, 26 décembre 2011)

L'instauration d'un État fort...

L'aspiration légitime à disposer de libertés démocratiques réelles, comme des élections libres, le droit de réunion, de grève, de manifestation, d'organisation, a certainement été présente dans les rassemblements anti-Poutine, mais le prolétariat n'y donnait pas le ton. Ces revendications s'affrontent au carcan que Poutine a construit : contrôle sur les médias, presse, radio, télévision ; lois de surveillance des associations que l'ex-agent secret Poutine soupçonne toujours d'être des *« agences de l'étranger »,* mais dont s'arrangent seulement celles qui s'appuient sur « *l'opposition libérale* » (*Solidarnost*), bien arrosées depuis les États-Unis ou la Grande Bretagne ; énorme budget affecté au *« maintien de l'ordre »* (+ 11,3 % en 2012 pour la police et le FSB) ; entraves aux libertés syndicales et appui aux *« syndicats »* domestiqués ; législation « *anti terroriste* » qui permet toutes les exactions et tous les abus. Des districts fédéraux sont créés pour mieux contrôler les régions et des préfets de Poutine surveillent les gouverneurs. Ils sont quasiment tous issus des ministères de l'Intérieur ou de la Défense. De fait, la grande majorité des responsables politiques a travaillé pour le KGB ou le FSB. Poutine se vante d'avoir « *restauré la verticale du pouvoir* ».

Le parlement est officiellement une simple chambre d'enregistrement des décisions gouvernementales. Poutine déclare que « *la démocratie, c'est la dictature de la loi* », ce qui est bien pratique quand on est celui qui fait la loi.

Le budget de l'armée va passer de 3 % à 4 % du PIB russe d'ici à trois ans. La hausse de 20 % entre 2011 et 2012 en roubles courants est la plus forte jamais enregistrée. Les dépenses militaires s'élèveront à 42,16 milliards d'euros l'année prochaine et Poutine promet que 590 milliards d'euros seront affectés, pendant sa présidence, à la modernisation et au développement des moyens de destruction massive. La Russie est numéro 2 des vendeurs d'armes, derrière les États-Unis.

Avec le sabre, le goupillon aussi a pris du galon.

> *Sur tout le territoire de la fédération, des centaines d'églises et de monastères ont été restaurés. Dans les casernes, les prisons, les hôpitaux, des aumôneries ont été créées. Ce sont 9 920 lycées orthodoxes qui ont ouvert et Moscou compte désormais trois universités de théologie. En 1998, la Russie comptait 6 893 paroisses, elles sont aujourd'hui 30 675 ! Régulièrement les grandes cérémonies religieuses sont retransmises à la télévision. On y voit le président Dmitri Medvedev et son épouse Svetlana se signer à l'office de Pâques ou à celui du Nouvel An orthodoxe aux côtés du patriarche. Cette dernière a soutenu l'introduction à l'école publique d'une nouvelle discipline, l'enseignement des « fondements de la culture orthodoxe » et l'adoption de la loi sur la restitution des biens de l'église signée le 30 novembre 2010.* (Marie Jégo, *L'Atlas des religions*, 2011)

Le recours à la religion fait partie de la panoplie des *« valeurs traditionnelles »* que Poutine et sa clique mettent en avant, avec la famille (nombreuse, hétérosexuelle) et le patriotisme. Elles servent à justifier les intérêts de la classe bourgeoise dominante qui partage en son sein les fonctions économiques, politiques et bureaucratiques les plus rentables.

...pour que prospère le capitalisme russe

> *La défense de l'initiative privée et de toutes les formes de propriété est au cœur de la régulation par l'État de l'économie.*

Cette déclaration de Poutine entamant son premier mandat résume parfaitement la ligne qu'il a suivie depuis. Défense de la propriété privée, pleine jouissance pour les oligarques qui ont accaparé des pans de l'appareil productif et des services au moment de

la restauration capitaliste dans les années 1990, à condition qu'ils ne se mêlent pas de politique ou soutiennent Russie unie, baisse des impôts sur les sociétés.

L'État dirigé par Poutine a « *régulé* », dans des secteurs décisifs comme le pétrole et le gaz, d'une part pour se réapproprier des entreprises volées par des oligarques récalcitrants, comme Khodorkovski, ex-patron du groupe pétrolier Youkos, d'autre part pour concentrer des groupes capitalistes en rachetant des entreprises et en participant au regroupement d'entreprises existantes, afin qu'elles acquièrent une taille nationale, voire internationale. L'aéronautique, le nucléaire, la construction navale, les nanotechnologies ont vu ainsi se constituer des « *corporations d'État* » qui ont autant à voir avec des coopératives que Poutine avec l'honnêteté.

Le chef du gouvernement ne manque jamais une occasion de se présenter en Monsieur Propre, alors qu'il prospère au sommet d'une pyramide de corruption et qu'il a toujours su se servir au passage, avec des amis bien placés comme lui. En 1992, il aide son ami Smirnov à fonder la bourse de devises de Saint-Pétersbourg. Ils y ont aussi participé à l'implantation d'une société immobilière russo-allemande (SPAG). La justice allemande a fait une enquête sur cette société et a condamné le dirigeant allemand Rudolf Ritter, arrêté au Lichtenstein et accusé de blanchissement d'argent. Un des conseillers juridiques de SPAG était Vladimir Poutine. En 1996, il prend le contrôle d'une banque (AKB Russie), grâce à une coopérative de datchas (Ozero) qu'il a montée avec son ami Kovalchuk devenu milliardaire. Elle obtient en 2004 les actions de Sogaz et GazFond, la chaîne de télévision NTV, le journal Izvestia. Toujours au titre de « *la défense de l'initiative privée* », l'ami Chamalov, milliardaire qui s'est approprié le chantier naval de Vyborg, actionnaire d'AKB Russie encaisse les biens immobiliers de Poutine, en son nom, via la société OOO Sud.

Les privatisations de l'ère Eltsine n'ont jamais été annulées et elles ont repris de la vigueur avec l'apparition d'un déficit budgétaire en 2009. Cette année, l'État a vendu des parts de la banque VTB et de Rosneft (pétrole). Avec les oligarques qui avaient raflé des poids lourds de ces secteurs, Poutine a ouvert le marché de l'électricité et vendu des centrales, privatisé les chemins de fer. Les capitalistes russes n'ont pas boudé ces ventes, tout en faisant sortir de Russie des milliards de dollars (64 en un an, d'après *L'Expansion*, janvier 2012) pour trouver plus juteuses affaires. Les investissements étrangers ont cependant été multipliés par 3,4 au premier trimestre 2011 par rapport à la même période de 2010 (Service fédéral russe des statistiques). Au premier trimestre 2011, l'économie russe a bénéficié de 44,3 milliards de dollars d'investissements étrangers contre 13,1 milliards de dollars au premier trimestre de l'année dernière. Les grands groupes de chimie et d'énergie allemand et français (E.ON, BASF, GDF Suez) ont participé avec Gazprom à la construction et la mise en place du gazoduc Nord Stream qui relie depuis novembre 2011 les gisements de Vyborg en Russie à Greifswald en Allemagne, à travers la Mer Baltique. En août dernier, Rosneft a signé un accord avec Exxon Mobil, un groupe américain parmi les cinq plus puissants du monde, pour explorer des sites de la mer Noire et de la mer de Kara en Arctique parce que la Russie ne dispose pas des technologies nécessaires.

> *C'est la première fois qu'une société pétrolière étrangère accède à la région arctique. Exxon Mobil aura 33,3 % des parts de la société.* (*Le Monde*, 1er septembre 2011)

Le capitalisme russe dont Poutine se veut le garant indéfectible réclame le développement de la recherche, la modernisation d'installations obsolètes, la création d'infrastructures inexistantes (autoroutes). Le gouvernement Medvedev-Poutine escompte pour cela un maintien de prix élevés pour les métaux et surtout le gaz et le pétrole que la Russie exporte. Les hydrocarbures représentent 60 % des exportations, un quart du PIB : l'économie russe est une économie de la rente pétrolière.

Sans les énormes profits dégagés par la production, la transformation et la vente d'hydrocarbures qui assurent 70 % des recettes de l'État, l'économie de la Russie aurait du mal à surnager et les achats de biens de consommation, d'équipements, de produits agro-alimentaires qu'elle importe en masse seraient difficiles, aggravant encore la précarité des conditions de vie de la population laborieuse.

Ceux qui produisent toutes les richesses ont juste de quoi vivre

Medvedev et Poutine se vantent d'avoir élevé le niveau de vie de la population, parce qu'ils ont redistribué la manne pétrolière. Ils ne disent pas dans quelle proportion. Ce qui est sûr, c'est qu'en dix ans, l'écart entre les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches a crû de 300 %. Ces derniers bénéficient de 40 % du revenu national (26,8 % en 2002).

Les salaires, les maigres allocations chômage et les retraites sont rongés par la hausse des prix (l'inflation atteint officiellement 8,5 %). Il n'y a pas vraiment de salaire minimal garanti, la paye dépendant surtout du métier et de la ville ou la région. Quand le gouvernement établit le seuil de pauvreté à 6 000 roubles, le minimum vital à Moscou se monte à 9 200 roubles (227 euros). 16,1 % de la population vit en 2011 sous le seuil de pauvreté. Un quart des salariés ne parvient pas à financer les dépenses indispensables de nourriture, logement, vêtements. Des milliers de prolétaires se sont retrouvés à la rue depuis la privatisation des logements, dans les villes, en particulier à Moscou et Saint-Pétersbourg, et l'arrêt des constructions de logements locatifs sociaux. Le taux de chômage s'élève à 6,1 % dans un pays qui manque de main d'œuvre, parce que la dénatalité et la surmortalité masculine aboutissent à une diminution de la population qui ne compte que 142,9 millions d'habitants en 2012 contre 145,1 millions en 2002. L'accès aux soins s'est dégradé, par exemple le nombre de lits d'hôpitaux a été divisé par deux depuis 1992, les médicaments sont payants ; l'espérance de vie des hommes est de 64 ans, minée surtout par l'alcoolisme.

> *En 2005, V. Poutine avait annoncé la création de quatre projets nationaux prioritaires, destinés à soutenir la modernisation des secteurs de l'éducation, du logement, de la santé et de l'agriculture. En conséquence, des financements ponctuels sont débloqués. Les secteurs d'intervention choisis sont très populaires auprès de la population russe, très affectée par la dégradation des équipements publics dans les années 1990.* [Mais il faut souligner] *la faiblesse des sommes allouées et les risques de gaspillage et de corruption qu'impliquent les dépenses publiques massives des projets nationaux prioritaires au titre des marchés et des investissements publics.* (Françoise Daucé, *La Russie postsoviétique*, La Découverte, 2008, p. 87)

La crise financière de 2008 a été amortie en Russie grâce aux revenus du pétrole mais aussi aux économies dans les « *projets nationaux* », comme qui dirait devenus non prioritaires. Dans le budget Medvedev-Poutine pour 2012 – 2014, tandis que l'armée, les services secrets et la police sont le premier poste, la part des dépenses d'éducation, en atteignant 5,1 % en 2011, se réduira drastiquement en 2014, à 3,4 % des dépenses du budget fédéral. Une loi qui rendrait payant l'enseignement secondaire est dans les tiroirs pour l'après présidentielle. Diminution également pour la santé : le maximum atteindra 4,6 % en 2011, puis le budget diminuera jusqu'à 3,2 %. La réduction des dépenses de l'État pour le logement sera encore plus importante : le budget du logement chutera en trois ans de 2,1 % à 0,5 %. Poutine -Medvedev prévoient en sus de baisser les subventions aux villes mono-industrielles (où 40 % des travailleurs dépendent d'une seule entreprise) ce qui conduira inévitablement à des vagues de licenciements et à une dégradation des conditions de vie des familles ouvrières.

Ces attaques contre la classe ouvrière sont l'apanage de tous les gouvernements bourgeois. Elles s'accompagnent, en Russie comme ailleurs, de mesures visant à diviser le prolétariat pour réduire sa puissance potentielle. Toute une série de lois anti-immigrés ont été signées par Medvedev-Poutine qui prônent « *l'immigration choisie* » et même « *ethniquement choisie* » en favorisant le retour des Russes émigrés et en fixant des quotas pour les non Russes. L'organisation de jeunesse de Russie unie a organisé des manifestations pour réclamer « *l'expulsion des illégaux* ». Le matraquage dans les médias contre les « *clandestins* » et les « *illégaux* » donne le feu vert aux violences racistes qui tuent au moins un ouvrier ou un étudiant chaque semaine depuis plusieurs années.

> *La plupart de ces crimes racistes se déroulent à Moscou et à Saint-Pétersbourg, très peu hors de ces deux capitales historiques de la Russie. Les victimes se recrutent presque toutes parmi les « nouveaux étrangers » (et, le plus souvent, récents travailleurs immigrés) des ex-républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique : principalement des citoyens du Tadjikistan, d'Azerbaïdjan, d'Ouzbékistan et du Kirgizstan. D'autres sont originaires de Géorgie, de Chine, du Vietnam. On compte aussi des étudiants africains.* (*Le Monde diplomatique*, février 2009)

Le prolétariat est atomisé mais pas écrasé

La population laborieuse en Russie accumule une immense colère contre les oligarques, les capitalistes, tous les corrompus qui vivent sur son dos. Mais elle n'a pas d'instrument pour organiser sa défense. Seuls les syndicats domestiqués ont une existence nationale. Les syndicats combatifs qui naissent de l'entrée en lutte de jeunes prolétaires et de l'activité courageuse de militants politiques subissent la répression.

La loi du 19 juin 2004 « *sur les réunions, les meetings, les manifestations, les cortèges et les piquets* » encadre à ce point les tentatives de protestation dans les lieux publics qu'on ne peut plus parler d'un droit.

Les présidences Poutine, avec l'accord du dirigeant Mikhaïl Chmakov de la mal nommée Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), subordonnée au Kremlin, ont fabriqué une législation anti-ouvrière, concentrée dans le « Code du Travail » qui vise à réduire le travailleur à un individu isolé : contrats sans garantie de durée, fin de l'interdiction de licenciement des délégués syndicaux non permanents, arsenal antigrève qui la rend pratiquement toujours illégale. L'article 142 mérite d'être signalé, qui stipule que seul est autorisé le refus *individuel* de travailler.

En dépit de toutes les entraves, des mobilisations ont lieu pour les salaires ou la défense des conditions de travail. Ainsi, 1 000 ouvriers qui travaillent à l'usine Ford-Vsevolojsk (région de Saint-Pétersbourg) ont organisé, en février 2011, une grève contre l'organisation du travail et des repos. Cette usine, ouverte en 2002, est la première usine de construction automobile appartenant entièrement au groupe mondial Ford, dans laquelle la direction imposait postes sans assignation fixe (les ouvriers passant de l'un à l'autre), non respect des congés dus, flexibilité maximale, accumulation d'heures supplémentaires, nombreuses tâches dangereuses et néfastes pour la santé. Les ouvriers ont obtenu satisfaction à presque toutes leurs revendications, se sont renforcés ainsi que leur syndicat, qui avait quitté la FNPR et se trouve à l'origine du Syndicat interrégional des travailleurs de l'automobile (MPRA), né l'été dernier, regroupant des syndicats de plusieurs grandes entreprises, notamment les usines General Motors et Lada à Togliattigrad (où a eu lieu une grève férocement réprimée début août) et l'usine Renault-Autoframos à Moscou.

Chez Ford-Vsevolojsk, en novembre le combat a repris :

> *Le 20 novembre à minuit, la chaîne de montage s'est arrêtée. Sur les 2 200 salariés de l'usine, 1 500 participent à la grève. La direction a réagi en interdisant l'entrée de l'usine aux ouvriers du poste du matin. Elle a même fait appel aux OMONs (les CRS russes) pour bloquer l'entrée. Depuis, chaque jour, des centaines d'ouvriers tiennent meeting permanent devant l'usine, veillant à ne pas laisser passer d'éventuels briseurs*

de grève. Les salariés de la cantine, en grève eux aussi, distribuent thé et sandwichs.

La principale revendication des grévistes porte sur le niveau de salaire, dont ils demandent un relèvement de 30 %. Pour le moment le salaire moyen dans l'usine tourne autour de 19 000 roubles (550 euros). La lutte est très populaire et des piquets de soutien à la grève ont été organisés à Saint-Pétersbourg et à Moscou. La direction de Ford Russie, pour le moment, déclare refuser toute négociation avant la cessation de la grève.

C'est à la suite de la première grève des « Fordistes » (conclue par la signature d'un accord collectif), en février dernier, que le mouvement de grève a commencé à se développer dans le pays. Des dizaines de cas de grèves ont été répertoriés depuis. La plupart du temps, du fait de la législation du travail régressive et de la répression patronale, elles se sont terminées par des licenciements, des sanctions disciplinaires et des condamnations pour « grève illégale ».

Derniers exemples en date : la grève des dockers du port de Tuapse (4-7 novembre), puis de celui de Saint-Pétersbourg (13-17 novembre), et la grève de la Poste de Saint-Pétersbourg (26 octobre). Les deux premières ont été arrêtées par décision de justice. La troisième - grève du zèle en fait - s'est terminée par le licenciement de trois responsables du syndicat des camionneurs de la Poste. (Solidaires industrie, 27 novembre 2011)

Dans le même temps où elle réprime, la bourgeoisie russe utilise un autre moyen habituel pour phagocyter les responsables syndicaux qui ont émergé : elle essaie de les acheter en les attirant dans les filets d'une opposition domestiquée, comme elle l'a fait avec le principal représentant syndical de l'usine Ford de Saint-Pétersbourg qui s'est présenté aux législatives sur une liste Russie juste, un parti bourgeois patriote, qui se revendique du *« socialisme du 21e siècle »* et vend de la réforme.

Nous avons le projet d'introduire des changements dans le Code du travail afin d'apporter une solution aux problèmes rencontrés par les syndicats et les travailleurs. (Alexeï Etmanov)

Outre Etmanov, se sont ainsi portés sur les listes de Russie juste les vice-présidents du MPRA et du syndicat Edinstvo d'Avtovaz : *« Le KPRF a refusé d'inscrire sur ses listes des leaders ouvriers tandis que Russie juste a accepté ».*

Il faut construire le parti ouvrier révolutionnaire pour le socialisme

La dureté de l'exploitation capitaliste et du carcan législatif, administratif, judiciaire qui la protège n'est pas parvenue à éradiquer la résistance du prolétariat de Russie, même s'il lutte dans une situation très difficile et n'a pas, pour l'heure, la capacité de s'engouffrer dans les failles qui divisent la bourgeoisie russe. Comme section de la classe ouvrière mondiale, il est confronté au même handicap pour gagner son émancipation : les partis qui prétendent parler en son nom ou le représenter collaborent avec la classe dominante, combattent contre la révolution sociale.

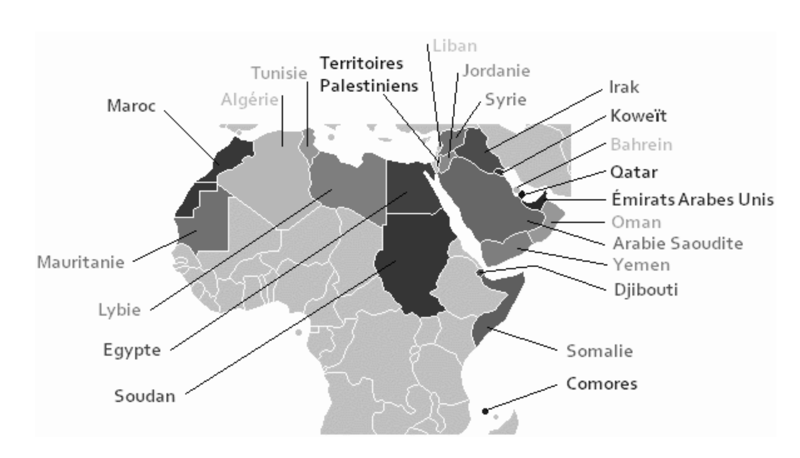
Le Parti communiste de la fédération de Russie est l'exemple même de cette opposition constructive, prête à canaliser les révoltes, à les ramener dans le giron de l'État bourgeois. Héritier du parti stalinien qui a liquidé la révolution d'Octobre 1917, rétabli le capitalisme, le KPRF continue à prostituer le mot « *communiste* ». Il a passé toutes sortes d'arrangements avec Poutine et compte en son sein plusieurs courants, tous réactionnaires : nationaliste, social-démocrate, orthodoxe, brejnévien… Ils réclament d'une seule voix la mention de l'ethnie sur le passeport, l'instauration de quotas ethniques dans la fonction publique. Son chef Ziouganov bave que « *le communisme est synonyme de patrie* », soutient l'augmentation du budget de l'armée. Quand il parle de lutte de classes, ce n'est jamais pour dire que l'une, la classe ouvrière, doit chasser du pouvoir l'autre, la bourgeoisie. Évidemment, ce parti qui reste le seul (en dehors de Russie unie) à avoir des structures présentes dans tout le pays, des journaux et des moyens de propagande, ne peut servir en rien les intérêts du prolétariat, il constitue au contraire un obstacle au développement de sa mobilisation révolutionnaire et de sa conscience.

À l'opposé de ce que prêche le KPRF, la classe ouvrière ne peut résoudre les questions démocratiques sans prendre le pouvoir, sans briser l'État bourgeois, son armée, sa police, ses tribunaux. Elle ne peut répartir le travail entre toutes les mains, supprimer l'exploitation, orienter la production vers la satisfaction des immenses besoins de la population laborieuse des villes et des campagnes, sans exproprier les capitalistes, contrôler directement la production et les échanges. Pour cela, l'internationalisme lui est vitalement nécessaire parce que la bourgeoisie domine la planète entière et qu'elle ne trouvera d'appui que dans le prolétariat mondial.

Ce programme est marxiste ; il plonge ses racines dans le mouvement ouvrier, s'est forgé dans la lutte organisée de plusieurs générations et tire les leçons de ces combats. Le stalinisme et ses variantes ont usurpé ce drapeau pour asseoir la main mise de la bureaucratie sur l'État issu de la révolution prolétarienne de 1917, détruire les soviets, l'Internationale issue d'Octobre, et le Parti bolchevik de Lénine et de Trotsky. Ils ont opprimé le prolétariat russe, épaulé l'impérialisme et combattu de tous leurs moyens la révolution en Russie et dans le monde.

Les fils d'Octobre seront renoués parce qu'il n'y a pas d'autre voie pour ouvrir une issue progressiste à la société humaine. La tâche de construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire est indissolublement liée à cet objectif. ★

Afrique du Nord et Proche Orient
L'islamisme, pointe avancée de la contre-révolution



Les États impérialistes occidentaux misent de nouveau sur l'islamisme

La première phase de la révolution prolétarienne en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest se trouve confrontée à la contre-révolution bourgeoise dont les deux piliers sont l'armée et la réaction cléricale.

Dans toute la région, les partis se réclamant de l'islam se dressent contre la vague révolutionnaire déclenchée en décembre 2010. Lors des élections pour l'Assemblée constituante en Tunisie, au sein de l'« assemblée du peuple » égyptienne et lors des élections législatives de la monarchie marocaine, les partis islamistes sont arrivés en tête. Ces vainqueurs promettent le maintien du capitalisme et l'instauration de lois religieuses contre le droit des femmes, de la jeunesse et des minorités nationales ou religieuses. Tous défendent l'État bourgeois, ses forces armées, sa police. Tous sont disposés à prendre la tête de l'État capitaliste, surtout quand les masses révolutionnaires ont chasséle dictateur comme en Égypte et en Tunisie.

Partout où la révolution s'est esquissée en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, l'impérialisme qui, au nom de la lutte contre le terrorisme islamiste, soutenait les despotes contre les peuples, découvre que les islamistes sont des démocrates.

En Tunisie, le parti religieux Ennahda forme une alliance avec les principaux partis bourgeois pour garantir l'ordre capitaliste contre la nouvelle flambée révolutionnaire annoncée par les grèves et les coupures de routes qui se multiplient depuis deux mois.

En Égypte, le gouvernement du maréchal Tantaoui organise la « transition démocratique » en réprimant les grèves et les manifestations de masse, faisant des dizaines de morts en novembre et décembre 2011. Pour maintenir sa place et ses privilèges, l'état-major reçoit l'aide des Frères musulmans, le principal parti d'opposition sous le régime de Moubarak. Ce parti, renommé Liberté et justice (PLJ) remporte le 22 janvier la première manche des élections organisées par les militaires avec 47 % des voix. En protégeant le Conseil suprême des forces armées (CSFA) toujours en place, le PLJ laisse sciemment aux militaires les moyens de réprimer leurs ennemis jurés, les prolétaires et les jeunes qui veulent poursuivre la révolution. Ils escomptent qu'ainsi, leur tour viendra sûrement de diriger l'État bourgeois et d'établir l'obscurantisme religieux en prime.

En Libye, le Conseil national de transition (CNT), où les islamistes sont déterminants, installé au pouvoir par les armées française, anglaise et étasunienne ne se donne même pas la peine d'organiser des élections.

En Syrie, sur le modèle du CNT, les impérialismes occidentaux et la bourgeoisie turque comptent aussi sur les islamistes qui sont l'axe du Conseil national syrien (CNS) pour remplacer Al-Assad si le régime du Baas venait à s'effondrer face à la montée révolutionnaire.

Les mêmes bourgeoisies des pays dominants recourent chez elles au racisme anti-arabe et à l'islamophobie

La bourgeoisie est devenue depuis plus d'un siècle, avec la phase de déclin du capitalisme, une classe réactionnaire. Par conséquent, elle a renoncé à l'anticléricalisme dont elle se servait au temps où elle luttait contre la monarchie et a renoué avec la religion qui a toujours servi à légitimer l'exploitation et la domination d'une minorité de la société sur la majorité, bien avant le capitalisme. En son sein, se développent de fortes tendances irrationnelles comme le racisme et l'obscurantisme antiscientifique. La plupart des dirigeants des pays dominants affichent leurs croyances religieuses et certains dissimulent à peine leur crédulité envers des devins (Mitterrand, Reagan…). Bush fils prétendait être guidé par son dieu et a annoncé la guerre contre l'Irak comme une croisade.

Aux États-Unis, la bourgeoisie a toujours utilisé le racisme (contre la dernière vague d'immigration européenne, contre les descendants des esclaves noirs, contre les Japonais…) pour diviser les travailleurs. Les attentats du 11 septembre 2001, quand Ben Laden, un capitaliste et agent de la CIA en Afghanistan, se retourna contre ses anciens maîtres et fit tuer de plus de 2 000 travailleurs de New York, ont permis de justifier des guerres dont le but réel était la domination du monde et le pétrole. Les occupations de l'Afghanistan et de l'Irak ont considérablement nourri la xénophobie, l'islamophobie et le racisme envers les peuples dominés et envers des travailleurs et des étudiants étrangers ou d'origine asiatique ou africaine.

En France, Chirac, avec le soutien du PS et de LO, a usé en 2003 de l'islamophobie pour discriminer les jeunes filles arabes ou turques qui portaient le voile [voir *Révolution socialiste* n° 11]. Pourtant, les curés interviennent librement dans les lycées publics, la religion fait partie du programme des établissements publics de l'Est de la France, des millions de jeunes sont confiées à l'Église catholique qui reçoit pour cela l'argent des impôts de tous… En parallèle à cette loi « anti-foulard », les coups ont redoublé contre les minorités arabe, turque et noire de France. En 2007, Sarkozy s'est affiché auprès du chef de l'Église catholique Ratzinger et a affirmé au Vatican la supériorité du prêtre (du moins du prêtre chrétien) sur le professeur.

> *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui*

> *manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance.* (*Discours de Latran*, 20 décembre 2007)

On connaît de mieux en mieux, en Amérique et en Europe, « *les sacrifices* » qu'ont consentis depuis des siècles tant de prêtres catholiques à qui étaient confiés des enfants et des adolescents... Depuis la présidence de Sarkozy, la multiplication des lois anti-immigration et les consignes aux policiers (si chers au PCF, au PS, à LO et au PdG) permettent des dizaines de milliers d'expulsions de travailleurs du territoire français chaque année [voir *Révolution socialiste* n° 24, 25, 27, 28, 31, 32, 33, 35]. Le ministre de l'Intérieur de Sarkozy, vient d'ailleurs de confirmer le racisme et l'islamophobie d'État qui règnent en France et à travers toute l'Europe capitaliste de l'Atlantique à l'Oural.

> *Contrairement à ce que dit l'idéologie relativiste de gauche, pour nous, toutes les civilisations ne se valent pas. Celles qui défendent l'humanité nous paraissent plus avancées que celles qui la nient. Celles qui défendent la liberté, l'égalité et la fraternité nous paraissent supérieures à celles qui acceptent la tyrannie, la minorité des femmes, la haine sociale ou ethnique. En tout état de cause, nous devons protéger notre civilisation.* (Claude Guéant, 4 février 2012)

Que les Tziganes venus de Roumanie soient souvent chrétiens ne les protège guère des exactions de la police républicaine. Non seulement les frontières des États membres de l'Union européenne se ferment aux exilés de Tunisie, de Libye et d'Egypte mais la bourgeoisie réactionnaire veut diviser les travailleurs européens et les dresser contre leurs frères et sœurs du monde entier. Ils préparent le fascisme qui fait ses premiers pas en Hongrie et en Grèce frappées de plein fouet par la crise capitaliste mondiale. Alors que le fascisme reprend vigueur à Budapest et à Athènes, Guéant et Sarkozy attisent la peur et la haine envers les travailleurs sans papiers, les réfugiés politiques, les Arabes, les Noirs, les Turcs et les Tziganes. Par cette division des rangs de la majorité exploitée, la minorité exploiteuse rend possible la survie de son règne, quoiqu'il en coûte à l'humanité et à la civilisation mondiale. Sa « démocratie » et ses lois réactionnaires se justifient si elles lui assurent le pouvoir. Mais ce pouvoir peut bien prendre la forme d'une dictature, cléricale ou non, si elle est une garantie pour l'ordre capitaliste.

La montée du fondamentalisme musulman

Dans les pays dominants, la plupart des enfants d'immigrés appartiennent à la jeunesse scolarisée, puis trouvent leur place dans la classe ouvrière, la petite-bourgeoisie de l'encadrement, la petite-bourgeoisie traditionnelle des travailleurs indépendants. Quelques uns accèdent à la bourgeoisie. Mais, face au racisme, à la persécution policière, au social-patriotisme des grandes organisations ouvrières, faute de parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, des étudiants, des chômeurs, des petits commerçants, des cadres peuvent passer de la simple tradition musulmane au fondamentalisme religieux le plus réactionnaire structuré par des imans financés par l'Arabie et l'Iran.

> *La religion est le soupir de la créature accablée, le cœur d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit d'une époque sans esprit. Elle est l'opium du peuple.* (Marx, *Contribution à la critique de la Philosophie du droit de Hegel*, 1844)

Dans les pays dominés à héritage musulman, la régression dans la religion est spectaculaire depuis les années 1970.

D'abord, les colonisateurs sionistes et les bourgeoisies impérialistes d'occident se revendiquent d'une religion rivale (israélite ou chrétienne), ce qui peut alimenter l'affirmation de l'identité musulmane traditionnelle en réponse.

Ensuite, les monarchies du Golfe puis l'Iran ont bénéficié de la hausse des cours du pétrole et du gaz qui leur ont permis de financer dans toute la région la construction de mosquées, d'écoles, d'hôpitaux, de centres sociaux, la diffusion de livres religieux, les formation d'imans...

Enfin, le nationalisme bourgeois moderniste qui avait dirigé les luttes d'indépendance a spectaculairement échoué. Le « socialisme » panarabe était incarné par le colonel Nasser qui avait renversé la monarchie mise en place par l'impérialisme puis nationalisé le Canal de Suez en s'appuyant sur l'URSS. Cela fit oublier à certains qu'il avait exécuté des ouvriers grévistes après son coup d'État militaire. Mais l'impuissance à développer l'économie et l'incapacité à triompher du sionisme ont peu à peu rejeté une majorité des la petite bourgeoisie vers le cléricalisme.

> *L'un des événements qui bouleversèrent le paysage régional fut la guerre israélo-arabe de juin 1967. Après une défaite aussi écrasante, la conclusion profondément démoralisante s'imposa que deux décennies de réformes progressistes et de développement socialiste* [sic] *n'avaient servi à rien. L'Égypte de G. A. Nasser avait été vaincue plus facilement et plus radicalement que ne l'avait été l'Égypte monarchique vingt ans plus tôt ; le régime baasiste en Syrie, qui avait fondé son effort de développement sur les principes du socialisme* [sic] *et de la laïcité n'avait guère fait mieux. Soudain, l'idée que les Arabes ne pourraient progresser qu'en empruntant une voie politique autochtone – fournie par l'islam- paraissait logique et crédible.* (*Afrique du Nord, Moyen-Orient*, La Documentation française, août 2011, p. 101)

Pourtant, pour ceux pour qui il existe un dieu tout puissant, il semblait bien être du côté d'Israël en juin 1967, plutôt que du côté de l'Égypte, de la Syrie, de l'Irak et de la Jordanie. Et dans les années qui précédèrent et celles qui suivirent, il n'a pas avantagé les Palestiniens.

La contre-révolution islamiste de 1979-1981 en Iran

L'instauration d'une « République islamique » en Iran après le renversement de la monarchie a constitué une défaite considérable pour la classe ouvrière mondiale et a donné une formidable impulsion à l'islamisme.

En 1953, les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni fomentèrent un coup d'État contre le Premier ministre bourgeois nationaliste Mossadegh, dont la politique menaçait les intérêts des grandes compagnies pétrolières internationales. Les islamistes furent utilisés par l'impérialisme américain comme supplétifs, comme en Indonésie en 1965.

Néanmoins, après le coup d'État, une partie du clergé chiite, conduite par l'ayatollah Khomeiny, s'opposa de plus en plus au régime du chah parce que celui-ci procéda à une réforme agraire qui avait concerné les terres du clergé et osa accorder le droit de vote aux femmes. Khomeiny fut arrêté et contraint à l'exil en 1963, pour son discours contre la « révolution blanche », dont l'intention était, selon ses dires, de livrer l'Iran aux juifs, aux chrétiens et aux ennemis de l'Islam. Pour lui, le chah était *« un infidèle juif »*. Une fois exilé, il se présenta comme un démocrate avec la caution des médias de la bourgeoisie impérialiste quand les luttes de classes s'intensifièrent en Iran et qu'il fallut préparer une solution de rechange.

Sur fond de grèves (sans islamistes) et de manifestations gigantesques (à gros contingents islamistes), l'insurrection de 1979 se déroula malgré les islamistes, mais ils représentaient une force structurée, avec une certaine base sociale (des déclassés, des étudiants, des petits-bourgeois, des propriétaires fonciers, des capitalistes) et ce courant savait ce qu'il voulait.

Par contre, le parti ouvrier significatif, le parti stalinien Tudeh, limitait toutes les exigences à un changement politique (« *tout est mieux que le chah* »). Pas question de toucher à la propriété privée, de démanteler l'État bourgeois. La trahison était d'autant plus grande que la classe ouvrière menait des grèves puissantes (pétrole, métallurgie) et que les enseignants et les étudiants la rejoignaient en créant des comités ouvriers, les shoras, dont la généralisation et la centralisation pouvaient constituer le pouvoir des masses alternatif au chah, à la bourgeoisie et au clergé.

Par ordre de la bureaucratie de l'URSS, au nom de l'« *unité anti-impérialiste* », le parti Tudeh se positionna derrière Khomeiny et sa « *République islamique* ». En mars 1979, fut publié un décret introduisant une obligation de porter le voile et une manifestation de 20 000 filles et femmes eut lieu le lendemain contre cet ordre scandaleux. Le parti Tudeh rejeta ces protestations sous prétexte que les « femmes de la petite-bourgeoisie » faisaient front contre Khomeiny. Les jours suivants, ils laissèrent les milices islamistes cogner les manifestantes. La principale organisation de guérilla, les Fedayin, qui avait joué un grand rôle dans l'insurrection, se révéla incapable de rompre avec son héritage menchevik-stalinien de révolution par étapes et de soutien à la bourgeoisie nationale.

Dans les usines et les manufactures pétrolières, les bandes cléricales détruisirent les conseils. Les tentatives de créer des syndicats libres furent écrasées. Les militants révolutionnaires (Fedayins) furent arrêtés par milliers avant d'être exécutés en masse. En quelques années, la République islamique se révéla aussi bourgeoise et plus répressive que la monarchie Pahlavi.

Depuis, le clergé s'est enrichi, les inégalités se sont creusées, l'économie est plus dépendante, l'inflation sévit, les libertés démocratiques (dont le droit de grève) sont restreintes, le bourrage d'urnes est patent et le régime pratique une fuite en avant nationaliste dangereuse pour conserver un soutien populaire.

L'histoire de la révolution iranienne de 1978-79, la défaite de la classe ouvrière, des femmes et des minorités nationales qui en furent le moteur, la victoire de la bourgeoisie perse sous la direction du clergé musulman dont le chef Khomeiny jouissait d'une grande popularité sont la tragique confirmation de la validité de la théorie de l'impérialisme et de la stratégie de la révolution permanente.

Les leçons à tirer d'une telle défaite sont décisives. Il faut un parti révolutionnaire de type bolchevik qui, s'appuyant sur l'auto-organisation des masses (soviets, comités de grève, comités de quartier…), ne fait confiance qu'au prolétariat, conduit l'insurrection contre les institutions qui protègent la bourgeoisie, met toutes ses forces aux côtés des milices ouvrières et des comités pour l'édification d'un gouvernement ouvrier et paysan. Par l'expropriation des capitalistes et le contrôle ouvrier, il ouvrira la voie au socialisme.

Le rôle réactionnaire des Frères musulmans d'Égypte avant la chute de Moubarak

Née en 1928, la confrérie des Frères musulmans s'est développée dans les années 1940. Organisée autour d'un chef, le guide général, la confrérie fondée par Hassan Al-Bannâ prétendait qu'elle ne cherchait pas à prendre le pouvoir mais à *« éduquer le peuple pour que l'islam soit la loi »*. Ses slogans étaient déjà toujours : *« Le Coran est la loi », « Pas de constitution sans coran »* et *« L'islam, c'est la solution ! »*.

Dès l'origine, les islamistes se sont dressés contre les grèves et les manifestations ouvrières pour protéger le roi tout en s'opposant à la domination de la Grande-Bretagne chrétienne dont les troupes n'ont évacué le pays qu'en 1948. Conspirateurs pour instaurer en Égypte un pouvoir le plus islamiste possible, les Frères musulmans s'allièrent régulièrement avec le parti Wafd au cours des années 1930 et 1940 quand celui-ci participe au pouvoir sous contrôle britannique. Après le départ de l'occupant, les Frères musulmans, forts de centaines de milliers de membres, usèrent de leur influence pour que la monarchie fût la plus religieuse possible. Ils organisaient une fraction ultraréactionnaire au sein de l'armée, pilier de l'État bourgeois après le départ de l'armée britannique. C'est de cette fraction que sortit le promoteur du « socialisme » panarabe Nasser.

> *Sadate, collègue de Nasser depuis l'Académie militaire en 1936, a fait la connaissance de Al-Bannâ en 1940. Ils s'occupent alors en commun de fourniture d'armes et d'entraînements des combattants. Al-Bannâ et Nasser sont entrés en contact en 1944. Plusieurs témoins estiment d'ailleurs que ce dernier a pu être membre de l'Association des Frères musulmans… On peut donc considérer que les Officiers libres furent un groupe militaire extrémiste, scissionniste des Frères musulmans dont le chef, Nasser, eut l'art et la manière d'utiliser jusqu'au bout l'association mère pour la liquider une fois sûr de son pouvoir personnel absolu, acquis grâce à elle.* (Marcé, *Les Frères musulmans,* L'Harmattan, 1983, p. 35)

Pourtant, parce que Nasser tenta de moderniser le pays d'en haut, en s'appuyant sur l'armée et sur l'État, il devint la cible d'un attentat des Frères musulmans en 1954.

Sadate qui succéda à Nasser en 1970 joua la carte de l'islamisme et de la promotion de la religion. Alors que les Officiers autour de Nasser avaient trouvé dans la bureaucratie stalinienne un protecteur et un soutien contre la révolution ouvrière, Sadate rompit avec Moscou et se lia totalement à l'impérialisme en signant notamment les accords de Camp David qui accordèrent en 1979 un droit officiel d'occupation de la Palestine à l'armée israélienne. Tout en autorisant la télévision d'État à diffuser les prêches des imams, il se désigna comme « *gardien de la foi* » et imposa la charia comme source des lois égyptiennes. En libérant les islamistes et en laissant se développer les associations religieuses qui collectaient l'« aumône », Sadate s'appuya sur les Frères musulmans pour contrer les étudiants et les ouvriers qui s'inscrivaient dans la vague révolutionnaire mondiale qui se traduisit aussi par la résistance armée du peuple palestinien spolié et la tentative de révolution prolétarienne en Iran.

Quand Sadate est assassiné par des islamistes, son premier ministre Moubarak les réprime durement. Mais son gouvernement introduit toujours plus de références religieuses dans la loi et aide le développement des mosquées et du clergé.

> *Vers le milieu des années 1980, on comptait une mosquée pour 6 031 Égyptiens ; vers le milieu des années 2 000, il y avait une mosquée pour 745.* (Osman, *Révolutions égyptiennes,* Le Bruit du monde, 2011, p. 75)

Moubarak sait que les Frères musulmans sont très utiles contre les masses laissées dans la misère, mais pas question qu'ils lui disputent le pouvoir. L'état d'urgence permanent permet à Moubarak de contrôler les Frères musulmans et de réprimer si besoin :

> *Le pouvoir cherche à dissocier les branches radicale et modérée de la mouvance islamiste : il réprime dure-*

> *ment les émeutes de Haute-Égypte de 1986 et les manifestations étudiantes de l'université du Caire de 1988, mais il aménage un espace limité d'action pour les Frères musulmans, autorisés à investir syndicats, organisations professionnelles et tissu associatif local.* (Pommier, *Égypte, l'envers du décor*, La Découverte, 2008, p. 67)

Avec des succès aux élections de 1987 (37 députés) et de 2000 (17 sièges), la confrérie interdite mais largement tolérée tente de légaliser son existence. Lors des élections de 2005, les Frères musulmans obtiennent 88 députés et inquiètent le pouvoir militaire. Une nouvelle vague de répression débute, principalement dirigée contre la classe ouvrière et la jeunesse. Les grèves ne cessent de croître à partir de 2005. Les manifestations contre la misère et pour chasser la dictature se multiplient, préparant la révolution qui débuta en janvier 2011. Mais les Frères musulmans ne soutiennent jamais ces luttes, comme celles au cours desquelles les travailleuses du textile sont en première ligne.

> *Les Frères musulmans n'ont pas non plus participé à la vague de grèves qu'a connue l'Égypte entre 2005 et 2008 ; dans de nombreux cas, ces protestations ont obligé le régime à céder et à concéder des droits aux travailleurs.* (Osman, *Révolutions égyptiennes*, Le bruit du monde, 2011, p. 101)

Derrière les Frères musulmans, il est peu probable qu'il y ait un quelconque dieu ; par contre, il est certain qu'il y a des propriétaires terriens et des capitalistes.

> *À un niveau plus élevé, les banques islamiques gagnaient également du terrain. Au milieu des années 2000, elles contrôlaient environ 10 % des dépôts commerciaux en Égypte ; bon nombre de grandes banques mondiales développaient vigoureusement leurs « branches islamiques ». L'aspect économique de l'islamisme pénétra l'industrie et les services. Dans les années 1990 et 2000, huit des vingt plus riches familles d'Égypte avaient des liens directs soit avec les Frères musulmans, soit avec d'autres groupes salafistes.* (Osman, *Révolutions égyptiennes*, Le Bruit du monde, 2011, p. 97)

Le CNT libyen renforce la charia

L'intervention militaire contre la révolution naissante qui menaçait en Libye a montré que, comme l'étaient les anciens partis nationalistes de Moubarak et de Ben Ali, les régimes actuels sont sous la domination des grandes puissances impérialistes. Toutes ces puissances (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Chine, France, Italie, Russie...) sont en concurrence et toutes défendent leurs intérêts pour conquérir les matières premières, assurer les importations ou implanter leurs entreprises.

Malgré son retrait d'Irak et la crise économique qui dévoile ses faiblesses, la bourgeoisie étasunienne joue tous ses atouts face à ses rivaux. Au nom de l'ONU, elle orchestre l'attaque de la Libye, l'éviction de Ben Ali (qui se réfugié en Arabie Saoudite où la charia s'applique), la démission de Moubarak et le maintien du régime militaire. De leur côté et avec l'accord et l'aide d'Obama, les bourgeoisies française et anglaise ss'efforcent de prendre le contrôle de la Libye au détriment des positions des entreprises italiennes, allemandes, russes et chinoises.

Par l'instauration d'un régime à leur botte, les multinationales françaises et anglaises de l'énergie comptent faire main basse sur le pétrole et le gaz du pays. Le CNT, composé d'islamistes, d'anciens ministres de Kadhafi et de chefs tribaux, présidé par Moustapha Abdeljalil, programme un nouveau partage des richesses, plus favorable à ses maîtres. Il consolide aussi l'ordre en durcissant l'application de la loi religieuse islamique, la charia, qui était déjà en vigueur sous le roi Idriss et le colonel Kadhafi, avec pour conséquences d'interdire le divorce aux femmes, d'autoriser la polygamie, d'avantager les fils dans l'héritage, etc.

> *En tant que pays islamique, nous avons adopté la charia comme loi essentielle et toute loi qui violerait la charia est légalement nulle et non avenue.* (Abdeljalil, 23 octobre 2011)

Les grands démocrates occidentaux n'ont que faire d'une telle régression pour les droits des femmes, des jeunes, des homosexuels et des minorités religieuses ou ethniques. Mieux, Cameron et Sarkozy donnent carte blanche au nouveau gouvernement :

> *Ce que décidera le gouvernement sera bien et s'il veut faire confiance à nos entreprises, nous en serons très heureux.* (Sarkozy, *Discours à Tripoli*, 15 septembre 2011)

Avec de telles indications, le gouvernement libyen actuel a les mains libres pour renforcer le patriarcat, liquider toute émergence de luttes ouvrières ou de nouveaux soulèvements de la jeunesse. Contre le bouillonnement révolutionnaire, Abdeljalil veut doter la Libye d'une assemblée constituante qui prévoyait 10 % d'élues au maximum. Voilà la valeur de la démocratie qui a servi de prétexte à régler son compte au régime nationaliste qui avait défié les impérialismes étasunien, britannique et français. Sous la pression des manifestants à Benghazi le 20 janvier dernier, le CNT fait marche arrière.

> *Le projet initial présenté début janvier et qui prévoyait un quota de 10 % pour les femmes avait suscité l'indignation de partis politiques et de la société civile.* (*Jeune Afrique*, 29 janvier 2012)

Mais la charia reste un instrument de l'exploitation et de l'oppression en Libye, comme en Tunisie et en Égypte.

Le gouvernement d'Ennahda s'oppose aux grèves en Tunisie

Né en mai 1981, sous l'influence des Frères musulmans d'Égypte dont Ghannouchi est un adepte, le Mouvement de la tendance islamiste (MTI) qui devient Ennahda en 1987, est financé par la bourgeoisie cléricale du Qatar, du Koweït et de l'Arabie Saoudite.

Il est soutenu par les partis qui prétendent unifier la communauté musulmane en un seul pays islamiste. Au cours des années 1980, lié au FIS algérien, le mouvement de Ghannouchi est toléré par Bourguiba et Ben Ali, aidant ces derniers à utiliser le clergé et la religion contre la classe ouvrière.

Œuvrant dans les universités pour imposer la religion, le créationnisme, la séparation des sexes, le port du voile... les bigots d'Ennahda n'hésitent pas à utiliser la violence contre les révolutionnaires et les filles émancipées. Ils combattent le Code de la famille qui interdit la polygamie et garantit quelques droits aux femmes. En 1987, alors que Ben Ali évince le vieux dictateur Bourguiba, un « Pacte national » se met en place autour du nouveau maître de la Tunisie.

> *Dès 1987, ce nouveau pouvoir a défini les contours de la nouvelle gestion de l'islamisme : l'islam demeure affaire d'État ainsi qu'un attribut essentiel de sa légitimation ; la sensibilité considérée comme modérée du MTI devient son interlocuteur privilégié... Les islamistes ne participeront qu'à titre informel aux discus-*

sions sur le « Pacte national »... Le MTI demeure optimiste quant à sa légalisation, accepte d'apporter son soutien à Ben Ali et de jouer le jeu. R. Ghannouchi n'a-t-il pas déclaré à un grand quotidien tunisien que « la confiance des islamistes en Dieu d'abord, et en M. Le Président ensuite, est grande » ? (Lamloum, Ravenel, *La Tunisie de Ben Ali : la société contre le régime,* L'Harmattan, 2002, p. 105)

Toutefois, Ben Ali considère que leur résultat de 14 % des suffrages aux élections d'avril 1989 est trop dangereux. Une répression brutale met fin à la semi-légalité d'Ennahda (« Renaissance ») et donna une aura à ses membres emprisonnés alors que la direction s'ést compromise avec le régime du RCD.

Ennahda ne participe pas à la révolution déclenchée en décembre 2010. Alors que la jeunesse et la classe ouvrière affrontent la police, s'en prennent au Parlement et au siège du gouvernement, alors que la grève générale menace de paralyser tout le pays, Ennahda cherche le moyen de reprendre pied pour participer au pouvoir bourgeois. Son chef l'affirme d'emblée :

Dans une déclaration accordée à Al Jazira, Rached Ghannouchi (69 ans), président du mouvement islamiste El Nahda, a déclaré qu'il voulait figurer dans le gouvernement d'union nationale qui se prépare en Tunisie. Il s'est surtout étonné qu'on n'ait pas fait appel à lui, car il affirme que le futur gouvernement doit représenter toutes les tendances, dont celle des islamistes de son parti, Ennahda (La Renaissance), interdit sous le régime Ben Ali et dont quelque 30 000 militants ont été arrêtés dans les années 1990. (*Jeune Afrique,* 15 janvier 2011)

À la chute de Ben Ali, le gouvernement rassemble les responsables du RCD, de la centrale syndicale UGTT et de l'ex-parti stalinien Ettajdid. Ils doivent démissionner sous la pression des manifestations des masses devant le Parlement, affrontant la police, contraignant les adjoints de Ben Ali, à dissoudre le parti de la dictature. Dans ces circonstances, le parti de Ghannouchi réserve finalement sa participation à la tenue d'élections. Ainsi, pendant que les bureaucratie syndicale fait obstacle au pouvoir ouvrier, Ennahda se présente sous le visage innocent d'un parti opposant à Ben Ali, non-violent, « démocratique », religieux et respectueux du droit des femmes dans la constitution tunisienne actuelle. Pourtant il n'en est rien.

Alors que la participation des électeurs est plutôt médiocre (45 %), le parti islamiste Ennahda gagne les élections à l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011, avec 41 % des suffrages et 87 élus sur 217 sièges. Préférant à cette étape ne pas affronter seul les masses qui veulent en finir avec la misère, le principal parti islamiste constitue un gouvernement d'union nationale avec les deux autres partis bourgeois, le Congrès pour la république et le Forum démocratique pour le travail et les libertés (Ettakatol). Ennahda promet dès sa victoire d'assurer le règne du « marché » et la poursuite des investissements étrangers.

Toute la journée, la direction du parti islamiste, transformée en ruche, a multiplié les rencontres avec le patronat et les opérateurs en Bourse, « pour leur expliquer que nous sommes ouverts aux capitaux nationaux et étrangers » a précisé M. Jlassi. (Le Monde, 29 octobre 2011)

En retour, l'impérialisme français envoye son émissaire pour affirmer sa volonté de poursuivre l'exploitation du prolétariat tunisien :

Partout, on m'a dit : la France est aujourd'hui l'un des premiers, peut-être le premier partenaire économique de la Tunisie et nous avons l'intention de continuer dans cette voie. C'est aussi notre intention à nous, Français. (Alain Juppé, 7 janvier 2012)

Le nouveau pouvoir fait tout de suite face à une vague de grèves, de manifestations et de blocages de routes que la jeunesse, les chômeurs et les travailleurs déclenchent Dès septembre, les postiers entrent en grève pour des augmentations de salaire. En décembre, les conducteurs de trains de Sfax font de même. En janvier, d'autres grèves se déclenchent pour empêcher des plans de licenciements ou des fermetures d'usine : Yazaki (câbles), SITEP (pétrole), ONAS (assainissement)... Des chômeurs occupent le bâtiment de la Compagnie des phosphates de Gafsa pour y être embauchés. Dans les régions paupérisées, les luttes prennent un caractère insurrectionnel :

Une grève générale sévit ainsi depuis plusieurs jours dans le gouvernorat central de Siliana, une région agricole très pauvre de Tunisi. Les écoles ont été fermées, plusieurs routes ont été entravées, et des groupes de chômeurs ont bloqué avec des pneus et des barrières l'accès à des petites communes. Les réclamations des grévistes : des emplois, des logements et des actions immédiates en faveur du développement régional. Dans le nord-ouest, des chômeurs et des ouvriers demandent aux autorités du travail des améliorations salariales. Ils ont bloqué mardi une route nationale, provoquant la paralysie du trafic entre les gouvernorats du Kef et de Jendouba. Lundi 16 janvier, des habitants d'El Jorf, dans le sud, avaient déjà bloqué l'activité des bacs à destination de l'île de Djerba. (Jeune Afrique, 18 janvier 2012)

La multinationale allemande Leoni (câbles), principal employeur industriel du pays (14 000 salariés), connaît un mouvement de grève, début février.

Le président de la République, Marzouki (CPR) condamne les luttes ouvrières et le Premier ministre islamiste œuvre à la liquidation des grèves :

M. Hamadi Jebali a dénoncé les grèves, les sit-in et les mouvements de revendications qui s'enchaînent dans toutes les régions du pays : « Le gouvernement n'acceptera plus ces agissements qui ont porté atteinte à la situation socio-économique et qui ont causé la fermeture de nombreuses entreprises et la suspension de plusieurs projets d'investissement. » (Hamadi Jebali, *TAP*, 21 janvier 2012)

Hamadi Jebali convoque le nouveau secrétaire général de l'UGTT, Houcine Abassi, élu lors du congrès de fin décembre 2011. La rencontre montre que la bureaucratie de l'UGTT est prête à se vendre au gouvernement islamiste comme elle l'avait fait avec Ben Ali et le RCD.

Nous avons convenu avec le chef du gouvernement d'opter pour la concertation dans tous les domaines. (Abassi, *TAP*, 11 janvier 2012)

À la suite de cette rencontre, le dirigeant de la confédération syndicale s'empresse de désavouer les grèves et les manifestations.

L'UGTT est en dehors de 80 % de ces mouvements, parce qu'elle est contre tout sit-in qui entrave la bonne marche de l'économie nationale et qui porte atteinte aux services publics. (Abassi, *TAP*, 21 janvier 2012)

Le gouvernement Ennahda-CPR-Ettakatol prend le relais de Ben Ali et utilise l'appareil de répression (armée, police, jus-

tice) qui est resté intact pour faire refluer la révolution prolétarienne.

Comme partout, les travailleurs ont besoin d'un parti dont le programme est d'exproprier les capitalistes, instaurer le contrôle ouvrier, le partage du travail et des salaires décents Combattre au sein de l'UGTT pour exiger que sa direction rompe avec le gouvernement, que les syndicats se mettent au service des grèves et des comités est nécessaire pour construire ce parti, et en dehors pour aider à forger les comités, les organes ouvriers sur la base desquels un gouvernement ouvrier et paysan, fossoyeur d'Ennahda et consorts, expropriateur des capitalistes, pourrait voir le jour.

Les Frères musulmans aident l'armée égyptienne

Moubarak a été chassé, mais le pouvoir est resté aux mains des généraux au service de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme étasunien. Le gouvernement du Conseil suprême des forces armées (CSFA), représenté par l'ancien ministre de la défense de Moubarak, le maréchal Hussein Tantaoui, a mené la répression et garanti l'ordre bourgeois. Il a contenu la poussée révolutionnaire pendant une année en faisant plus de 12 000 prisonniers, en causant la mort de dizaines de manifestants et en en blessant des centaines d'autres. De plus, il est à l'origine de violences contre la minorité chrétienne (les coptes) et a manigancé les affrontements au stade de Port-Saïd qui ont fait 72 morts le 1e février 2012 parmi les jeunes supporters du club de football du Caire exigeant *« la chute du régime »*.

En septembre 2011, une vague de grèves secoue l'Égypte, avec des occupations d'usines et des manifestations non seulement contre les licenciements et pour la hausse des salaires, mais aussi contre le pouvoir.

> *Il y a eu sept grèves en septembre 2011, y compris la grève des enseignants qui impliquait entre 250 000 et 500 000 enseignants, et environ six autres grèves et manifestations concernant environ 160 000 travailleurs. La grève des enseignants a été coordonnée par deux syndicats indépendants : le Syndicat indépendant des professeurs d'écoles et la Fédération égyptienne des enseignants. La grève des travailleurs des postes a été coordonnée par le Syndicat indépendant des travailleurs postaux, tandis que la principale force dirigeante de la grève des travailleurs des autobus du Caire a été le Syndicat indépendant des travailleurs de l'administration des Transports Publics. La grève des travailleurs de l'ensemble du secteur des raffineries de sucre a été organisée par le Front pour le changement des industries sucrières, un comité de coordination qui, depuis, a commencé le processus de création d'un syndicat indépendant. La coordination nationale et sectorielle dans de nombreux secteurs est basée sur un niveau extrêmement élevé de coordination locale. Les enseignants d'Al-Arich, dans le nord du Sinaï, par exemple, ont organisé une conférence des comités de grève, qui a coordonné les actions au cours de la grève nationale.* (Alexander, *Inprecor.fr*, 10 décembre 2011)



Début novembre 2011, les généraux prétendent nommer 80 des 100 députés de la future Assemblée constituante. Des manifestations de centaines de milliers de personnes exigent le départ des militaires. Les Frères musulmans se dissocient des manifestants de Tahrir et organisent même une contre-manifestation.

> *Les Frères musulmans ont mené eux aussi une contre-manifestation dans le quartier d'Al-Azhar « pour défendre la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem ». Hostiles aux demandes des révolutionnaires et affirmant que les élections étaient une « ligne rouge », ils ont déclaré que « le retrait du CSFA avant le scrutin mènerait l'Égypte vers le chaos ».* (*Le Monde,* 28 novembre 2011)

La voie est libre pour l'armée qui inflige plus de 50 morts et 2 000 blessés. C'est le sang d'ouvriers et de jeunes révolutionnaires qui a coulé durant ces journées.

S'appuyant sur les institutions instaurées par Sadate en 1980, les généraux organisent les élections à la chambre basse du Parlement qui n'est, en réalité, qu'une assemblée consultative, avec des députés qui ne peuvent ni chasser ni contrôler la junte, le voudraient-ils. Organisées en trois votes étalés sur deux mois, ces élections accouchent d'une « Assemblée du peuple » qui n'a aucun pouvoir sans le consentement des militaires. Les Frères musulmans cautionnent toute cette mascarade en acceptant dès le mois de mars la tenue d'un référendum pour maintenir la Constitution et l'État.

Le parti des Frères musulmans, Liberté et justice, sort vainqueur des élections, avec 47 % des voix. L'autre vainqueur est, à sa droite, le parti islamiste salafiste Al-Nour (24 % des voix). Ont participé également le parti Wafd (9 %), le Bloc égyptien (7 %). La « Révolution continue », (RC) formée par la Coalition des jeunes révolutionnaires et le Courant égyptien (des dissidents des Frères musulmans) recueille 2 % des votes. La RC exige un *« gouvernement civil »*. Au cours de ces élections, plusieurs organisations se réclamant des travailleurs ont fait bloc avec divers partis bourgeois. D'autres, comme le Parti démocratique des travailleurs et le Parti communiste égyptien refusent d'y participer, réclamant « *un gouvernement de transition sans les militaires* ». Une transition vers quoi ? Les réformistes ne le disent pas.

En attendant l'élection présidentielle prévue en juin, les Frères musulmans rappellent à chaque étape leur haine des grèves et manifestent leur allégeance à l'armée bourgeoise.

> *Des partisans des Frères musulmans, qui dominent l'Assemblée égyptienne, ont empêché mardi 31 janvier plusieurs centaines de manifestants réclamant le départ des militaires au pouvoir de parvenir au siège du Parlement.* (*Le Monde*, 31 janvier 2012)
>
> *L'appel à la grève a divisé la population et les forces politiques. Les Frères musulmans, qui dominent le Parlement récemment élu, s'y sont opposés...* (*AFP*, 11 février 2012)

Les Frères musulmans parrainent les négociations entre le Hamas et le Fatah pour constituer un gouvernement d'union nationale capable de réclamer un « *État palestinien dans les frontières de 1967* », c'est-à-dire un État croupion, inviable, sous contrôle direct d'Israël. Les Frères musulmans poursuivent, en cela aussi, la politique de Moubarak.

> *Le mouvement des Frères musulmans égyptiens a fourni aux États-Unis des garanties quant au respect du traité de paix avec Israël, a indiqué jeudi à Washington la porte-parole du département d'État américain, Victoria Nuland. « Ils ont pris des engagements envers nous à cet effet », a déclaré la porte-parole à des journalistes. « Nous avons eu à ce sujet de bonnes garanties de la part de différents interlocuteurs et nous continuerons à chercher à en obtenir à l'avenir ».* (*AFP*, 5 janvier 2012)

Les islamistes au pouvoir en Arabie, au Liban, en Irak, en Turquie et à Gaza

En Arabie saoudite, la monarchie installée par l'impérialisme britannique et alliée de l'impérialisme américain est le bastion historique du fondamentalisme musulman. Le clergé couronné par les oulémas contrôle l'enseignement et la justice. Les grèves et les autres religions sont interdites. Les femmes ne peuvent voter qu'aux élections municipales. Elles n'ont pas le droit de conduire. Le roi Abdallah s'est vivement opposé aux révolutions voisines. Son armée et celles des Émirats ont écrasé celle de Bahreïn en mars 2011, sans que cela gênât Bernard-Henri Lévy et les puissances occidentales.

Au Liban, le Hezbollah islamiste est partie prenante du gouvernement bourgeois depuis juin 2011. Les affaires des capitalistes n'en ont pas souffert. Les deux partis islamistes, Amal et Hezbollah, n'ont jamais exigé que les réfugiés palestiniens aient les mêmes droits politiques que les Libanais.

En Irak, le gouvernement est une coalition des partis cléricaux chiite et sunnite avec deux partis nationalistes bourgeois kurdes qui contrôlent chacun une partie du pays. Tous répriment les grévistes et les militants ouvriers. par des assassinats ciblés et des peines de prison. Les partis islamistes imposent le port du voile.

En Turquie, le gouvernement islamiste de l'AKP opprime tout autant la minorité nationale (les Kurdes) et les minorités religieuses (alevis...) que l'ancien pouvoir militaire. Il reste membre de l'OTAN et il emprisonne des centaines de militants révolutionnaires.

Dans la bande de Gaza, le Hamas qui gère le gigantesque camp de concentration créé par le sionisme a conclu une trêve avec Israël en 2009 au point de réprimer ses concurrents islamistes qui continuent à bombarder de roquettes. Par contre, le gouvernement Haniyeh n'a pas cessé sa lutte contre les ouvriers, les militants laïcs (FPLP, FDLP...), les femmes et les jeunes. En mai 2010, une bande islamiste a attaqué un centre où des enfants des deux sexes partageaient les mêmes activités.

Sur la Syrie : *Révolution socialiste* n° 36
Sur l'Égypte : *Révolution socialiste* n° 35
Sur la Tunisie : *Révolution socialiste* n° 34
Sur la Palestine : *Révolution socialiste* n° 31
Sur l'Iran : *Révolution socialiste* n° 31
Sur le Pakistan : *Révolution socialiste* n° 28
Sur l'Irak : *Révolution socialiste* n° 23
Sur le Soudan : *Révolution socialiste* n° 22
Sur le Liban : *Révolution socialiste* n° 21

Seul le prolétariat peut libérer l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest de la domination étrangère

Les illusions envers les bourgeoisies impérialistes (du pôle occidental ou du pôle sino-russe) ou envers les bourgeoisies nationales (« socialistes » ou cléricales) conduisent le prolétariat à l'impuissance, voire à la défaite.

Or, en Iran, le Parti communiste ouvrier d'Iran (PCOI) s'est plusieurs fois tourné vers les impérialismes démocratiques et les organismes internationaux qu'ils contrôlent. D'une part, c'est aider le régime des mollahs a se poser comme défenseur de la nation contre la domination étrangère. D'autre part, la bourgeoisie impérialiste n'est ni anticléricale ni démocratique. Elle préfère, comme le montrent tous les événements du 20e siècle et du début du 21e, la réaction islamiste ou fasciste au risque de révolution prolétarienne.

Le PCOI semble renvoyer dos à dos l'Iran (qui n'a pas d'arme nucléaire, de porte-avion, ni de base militaire à l'étranger) et les puissances impérialistes qui dominent le monde.

> *Le conflit entre les gouvernements occidentaux et le régime islamique ainsi que les sanctions qui mettent en danger la vie sociale en Iran sont un acte réactionnaire d'inhumanité.* (PCOI, 26 janvier 2012)

En tout cas, il n'appelle pas les travailleurs des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne et d'Israël à s'opposer aux actes de banditisme de leur bourgeoisie et à renverser leur gouvernement belliciste.

> *Le PCOI luttera clairement contre toute tentative de soutien au régime islamique sous prétexte de sanctions et de guerre, ou de légitimisation des scénarios des gouvernements occidentaux d'un changement par en haut. Le Parti appelle les ouvriers, les enseignants, les infirmières, tous les jeunes amoureux de la liberté, les femmes et les hommes à entrer en lutte contre la pauvreté et la misère, contre le régime islamique, et pour la liberté, l'égalité et le socialisme.* (PCOI, 26 janvier 2012)

Or, en Tunisie, le Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT) s'en remet à la bourgeoisie nationale au nom d'une étape démocratique séparée de la révolution sociale, ce qui aboutit à défendre la propriété privée et le parlementarisme bourgeois comme meilleur moyen de duper les masses pour la garantir.

> *Le secrétaire général du Parti communiste des ouvriers de Tunisie, Hamma Hammami, a souligné, lundi, lors d'un meeting organisé par la liste « L'Alternative révolutionnaire », que l'« assemblée constituante a été imposée par le peuple tunisien pour rompre avec l'ancien régime ». Il a indiqué que la réussite de l'assemblée constituante dans l'accomplissement de ses fonctions n'est pas une évidence, signalant l'existence de « forces rétrogrades ennemies de la révolution et qui cherchent à semer la discorde à tra-*

vers la provocation ». Il a appelé à faire preuve de vigilance, à se mobiliser et à voter pour les forces qui défendent la révolution afin de parachever ses objectifs et consacrer le pouvoir du peuple. Il a indiqué que le PCOT plaide en faveur d'un régime parlementaire qui garantit la démocratie et les libertés fondamentales, individuelles et publiques dans la constitution. (*TAP*, 18 octobre 2011)

Son secrétaire général capitule devant la pression de la réaction islamiste.

« Les Tunisiens sont des musulmans. Cela ne pose pas de problème : nous défendons les libertés individuelles, de croyance, d'expression » — suscite un petit brouhaha. Le chef communiste ajoute alors : « Le parti n'est pas contre la religion, pas contre les mosquées. » (*Le Monde diplomatique*, octobre 2011)

Le PCOT est sur la pente de sa maison-mère, l'ex-Parti communiste tunisien. À la suite de restauration du capitalisme en Russie par ses maîtres du Kremlin, la direction stalinienne du PCT a liquidé celui-ci en 1993 pour proclamer Ettajdid (Renouveau), un vulgaire parti démocrate bourgeois. Son premier secrétaire Hamed Brahim préfère ouvertement « l'identité musulmane » à la lutte des classes.

Les principes universels des Droits de l'Homme ne sont en rien incompatibles avec notre identité arabo-musulmane, qui constitue un dénominateur commun de l'ensemble du peuple et qui, par conséquent, ne doit donc faire l'objet d'aucune surenchère. La religion doit être à l'abri de toute instrumentalisation politique ou politicienne. Elle ne doit pas être instrumentalisée pour remettre en cause les acquis modernistes du pays. (Brahim, *Le Temps*, 2 juillet 2011)

Un vrai parti ouvrier sait à quoi s'en tenir sur la religion et, surtout, le clergé.

Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière. (Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*, 13 mai 1909)

Le programme du parti ouvrier comporte la séparation de l'État et de toute religion, l'expulsion de tout prêtre de l'école, l'émancipation des femmes, le droit à l'autodétermination des minorités nationales, le droit à l'épanouissement sexuel des jeunes, l'égalité des droits pour les homosexuelles et homosexuels...

Toutes les illusions anachroniques dans le caractère « progressiste » de fractions « démocratiques » ou « anti-impérialistes » de la bourgeoisie locale ou étrangère conduisent à subordonner les intérêts de la classe ouvrière et des paysans pauvres à la bourgeoisie. Or, cette dernière préfère la préservation de la propriété privée à la lutte contre l'impérialisme. Pour réellement libérer le pays dominé du joug de la bourgeoisie étrangère et le moderniser, il faut mobiliser les travailleurs des villes et des campagnes (qui ne peuvent le faire que sur la base de leurs propres intérêts) et encourager la lutte du prolétariat des centres impérialistes (qui prendra immédiatement la forme de révolution socialiste).

Ainsi émancipée, la classe ouvrière construira un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays en utilisant les contradictions qui s'approfondiront entre les politiques réelles des monarchies du Golfe ou des gouvernements islamistes d'Iran, de Gaza, de Turquie et de Tunisie d'une part, et les aspirations des masses perses, arabes, kurdes et berbères à l'égalité et à l'indépendance nationale d'autre part.

Le parti ouvrier ne peut être vraiment ouvrier que comme une section de l'internationale ouvrière qui est fondée sur la confiance dans la capacité de la classe ouvrière à transformer le monde en prenant le pouvoir, en détruisant l'État bourgeois, en expropriant le capital et la grande propriété foncière, en planifiant l'économie, en supprimant les frontières. Ainsi, les producteurs associés dirigeant l'économie créeront les conditions pour débarrasser la société de la misère, de l'exploitation et l'oppression, sources de l'aliénation religieuse.

Lorsque la révolution prolétarienne sera accomplie, lorsque la société, par la prise de possession et le maniement planifié de l'ensemble des moyens de production, se sera délivrée et aura délivré tous ses membres de la servitude où les tiennent présentement ces moyens de production produits par eux-mêmes, mais se dressant en face d'eux comme une puissance étrangère accablante ; lorsque donc l'homme cessera de simplement proposer, mais aussi disposera, — c'est alors seulement que disparaîtra la dernière puissance étrangère qui se reflète encore dans la religion, et que par là disparaîtra le reflet religieux lui-même, pour la bonne raison qu'il n'y aura plus rien à refléter. (Engels, *Anti-Durhïng*, 1878)★

Aucune intervention des impérialismes occidentaux ou d'Israël en Iran et en Syrie ! Fin des sanctions !

Les États-Unis, l'Union Européenne et Israël en guerre larvée contre l'Iran

Les vieux impérialismes tentent de maintenir leur domination sur le Proche-Orient et ses ressources énergétiques face à l'intrusion grandissante des impérialismes émergents et à la révolution sociale qui menace.

Après avoir envahi l'Irak et l'Afghanistan, après être intervenus en Libye, ils menacent l'Iran et la Syrie. Les États-Unis et l'Union européenne viennent de durcir leurs sanctions économiques contre l'Iran ; Obama, Cameron et Sarkozy « n'écartent aucune solution » à son encontre. Israël est probablement à l'origine des attaques numériques contre l'Iran et des assassinats de physiciens iraniens ; Netanyahou ne cache pas son intention de bombarder l'Iran.

Ces menaces et ces actes de banditisme rappellent terriblement les bombardements par l'armée israélienne de l'Irak en 1981 et de la Syrie en 2007, le blocus de 1990 à 2003 de l'ONU contre l'Irak qui avait causé des centaines de milliers de morts, l'invasion de l'Irak en 1991 décidée par Bush père, Mitterrand et Major, les opérations répétées de l'armée britannique et de l'armée américaine sur ordre de Clinton et de Blair à partir de 1998 et l'invasion de l'Irak en 2003. Bush fils avait alors invoqué qu'Hussein patronnait Al-Qaïda et que l'Irak détenait des « armes de destruction massive ». Aujourd'hui, le prétexte des « sanctions » de l'ONU, des actes de terrorisme israélien et des menaces militaires est que l'Iran veut se doter de l'arme nucléaire. Aucune preuve sérieuse n'étaye cette accusation. L'État iranien soutient qu'il ne conduit qu'un programme nucléaire civil et ouvre ses installations aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Quoi qu'il en soit, les impérialismes occidentaux et le colonisateur sioniste n'ont aucune légitimité à empêcher un autre État de se doter de quelque arme que ce soit. Quand l'Iran était dirigé par une dictature monarchique, installée en 1953 par un coup d'État (fomenté par les services secrets américains et appuyé par les islamistes), il a fait ses premiers pas en équipement nucléaire avec l'aide des États-Unis, puis de la France. Israël, qui est basée sur l'expulsion des Arabes de Palestine, s'est doté de l'arme atomique, avec l'aide de la France, puis des États-Unis, dans le plus grand mépris du « droit international ». Israël a utilisé des armes interdites durant sa dernière invasion de Gaza en 2009. Les groupes capitalistes de l'armement des États-Unis et d'Europe vendent massivement des moyens de destruction au monde entier. Les armées des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France sont équipées d'un gigantesque arsenal nucléaire et ont les moyens de l'utiliser à l'échelle planétaire (avions, missiles, bases, sous-marins). À eux tous seuls, les États-Unis peuvent détruire la planète et ils ont déjà utilisé l'arme nucléaire contre le Japon en 1945 (200 000 morts).

Après l'Afghanistan, l'Irak et la Lybie, le tour de la Syrie ?

Rien n'est plus ingrat qu'une puissance impérialiste. Le régime iranien est mal récompensé des services qu'il a rendus à l'ordre capitaliste mondial en écrasant la révolution en 1979-1981, en privatisant depuis 1988 avec les félicitations du FMI... De même, rien n'a servi au régime syrien d'avoir muselé en 1963 les organisations ouvrières et supprimé les grèves, d'avoir écrasé la résistance palestinienne au Liban en 1983, d'avoir soutenu la guerre impérialiste contre l'Irak en 1991, d'avoir commencé à privatiser en 2000, d'avoir remis des « terroristes » aux services secrets américains en 2002, d'avoir participé, avec Israël, à la création de l'Union pour la Méditerranée patronnée par l'impérialisme français en 2008.

Les gouvernements occidentaux et leur allié sioniste s'accommodaient de Ben Ali, de Moubarak, de Kadhafi et d'Assad tant qu'ils maintenaient l'ordre. Mais une vague révolutionnaire a ébranlé l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest, concernant l'Iran, la Tunisie, l'Algérie, Oman, l'Arabie, l'Égypte, la Libye, le Yémen, Bahreïn...

En Syrie, dont le régime est allié avec l'Iran, tout commence en mars 2011 quand, à Deraa, 15 adolescents sont arrêtés pour avoir tagué sur les murs de la ville : *« Le peuple veut la chute du régime »*. Les manifestations se répètent à Deraa et s'étendent à tout le pays. Le Baas et Assad se révèlent incapables, comme auparavant le RCD et Ben Ali, le PND et Moubarak, les « Comités Révolutionnaires » et Kadhafi, de maintenir l'ordre face à la révolte de la jeunesse et des travailleurs.

Malgré les appels d'Israël à soutenir Moubarak et Assad, les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne, instruits par l'exemple de la Tunisie, estiment, ainsi que la Turquie qui tourne aussi sa veste, qu'il vaut mieux qu'Assad parte. Contre le risque d'une révolution sociale, les États-Unis et l'Union européenne misent, comme en Égypte, en Lybie et en Tunisie, sur les partis islamistes. Avec la Turquie, ils préparent une solution bourgeoise, le Conseil national syrien (CNS), tout aussi réactionnaire que le CNT libyen. La principale composant du CNS est l'islamisme. Il ne reconnaît pas les droit des Kurdes. Il appelle les masses à se laisser massacrer par l'armée. Il soutient la proposition de « zones protégées par l'ONU », un procédé déjà utilisé contre l'Irak et la Libye pour préparer des interventions impérialistes.

Assad refuse de céder. Il redouble la répression avec l'armée bourgeoise, la police politique et les milices du Baas qui causent au total 5 000 morts (tirs sur les civils, bombardements de quartiers entiers, arrestations et exécutions y compris dans les hôpitaux, tortures...). Il mise sur l'aide de l'Iran voisin, sur le soutien de la Chine et de la Russie qui disposent d'un droit de veto au Conseil de Sécurité de l'ONU.

L'exacerbation des rivalités impérialistes

La Russie et la Chine ont bloqué à l'ONU toute intervention militaire en Syrie et ont rejeté les nouvelles sanctions contre l'Iran que les États-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne prétendent imposer au monde entier dans les domaines bancaires et énergétiques.

L'unité entre puissances occidentales n'est que de façade. L'éclatement de la Yougoslavie (en 7 minuscules États tous sous l'emprise d'un impérialisme) a été attisé par la rivalité entre l'Allemagne et la France, entre l'Union européenne et la Russie. Les interventions américaines précédentes en Asie de l'Ouest ont toujours eu pour but de maintenir la domination des États-Unis et d'assurer leur approvisionnement en pétrole et en gaz au détriment des autres impérialismes. D'où le refus de la France, de l'Allemagne et de la Russie de s'associer à la seconde intervention en l'Irak en 2003. La France a tenté de consolider sa position au Maghreb et au Levant en lançant en 2007 le projet d'Union pour la Méditerranée ; mais l'Allemagne a imposé en 2008 que toute l'Union européenne soit partie prenante. Sarkozy a tenté de faire oublier son soutien tardif à Ben Ali en prenant les devants pour chasser Kadhafi dès que l'occasion s'est présentée en 2011, mais n'a pu se passer de l'armée américaine pour installer le CNT au pouvoir. L'Italie, l'Espagne et la Belgique viennent de contraindre l'Union européenne à différer l'embargo du pétrole iranien.

Aux rivalités des vieux impérialismes dans leur « Proche Orient » s'ajoutent celle des nouveaux venus, en particulier de l'impérialisme russe et de l'impérialisme chinois. La bourgeoisie américaine n'avait pas prévu qu'il sortirait de nouvelles concurrentes de sa plus grande victoire historique, le rétablissement du capitalisme en URSS et en RPC par leur bureaucratie stalinienne. D'une part, Poutine et Hu redoutent la contagion des révoltes des peuples perses, arabes et berbères contre les régimes despotiques ; d'autre part, les bourgeoisies qu'ils représentent se heurtent aux intérêts des vieux impérialismes qui se sont, sous hégémonie américaine, partagés le monde depuis 60 ans. Profitant du déclin économique et des échecs militaires du principal impérialisme, les impérialismes émergents le défient de plus en plus ouvertement.

La Russie qui dispose d'une base militaire navale en Syrie (Tartous), vend massivement des armes à l'Iran, même si elle n'a pas osé livrer ses missiles les plus performants à cause des décisions de l'ONU. Les groupes capitalistes russes investissent en Iran dans l'énergie et dans l'aluminium sous forme de co-entreprises avec des groupes capitalistes iraniens.

La Chine est devenue le premier partenaire de l'Iran avec 30 milliards de dollars d'échanges. L'État chinois utilise le blocus occidental pour négocier des prix avantageux de pétrole et de gaz naturel. L'économie chinoise achète 20 % du pétrole iranien, ce qui couvre 11 % de ses besoins. En échange, elle vend ses produits manufacturés (dont des missiles) et ses services (elle construit des lignes de trains et de métros). Elle y exporte aussi du capital : entre autres, les compagnies pétrolières CNPC et CNOOP et la compagnie automobile Chery ont investi en Iran. Au-delà de ce pays, les entreprises chinoises créent des filiales dans tous les pays du Golfe arabo-persique et la Chine se prépare à supplanter les États-Unis au Pakistan et en Afghanistan, voire en Irak.

La classe ouvrière doit rompre avec toutes les bourgeoisies et extirper l'impérialisme pour empêcher les guerres et émanciper les pays dominés

La Chine et la Russie ont soutenu contre leurs peuples Ben Ali, Moubarak et Kadhafi jusqu'au bout. Elles soutiennent aujourd'hui le boucher Assad, comme Ahmadinejad et Khamenei qui répriment les grèves, privatisent, oppriment les minorités nationales, les femmes et la jeunesse, plombent l'économie par le militarisme… L'État chinois ne reconnaît pas le droit de ses minorités (Tibétaines ou Ouïgours) de le quitter. L'État russe maintient par la force le peuple tchétchène dans ses frontières.

Quels que furent les prétextes utilisés, la « lutte contre le terrorisme », la « démocratie » ou la « protection des peuples », le résultat des interventions occidentales en Irak, en Afghanistan et en Libye fut le démembrement du pays, la montée de l'islamisme, l'intensification des conflits ethniques et religieux, la généralisation de la torture. En Géorgie, l'immixtion de l'impérialisme russe et des impérialismes occidentaux a abouti à des pogroms et à la division du pays.

Pour tous les peuples de la région, il n'y a rien à attendre des affrontements entre grandes puissances sauf à en profiter pour se libérer de toute domination étrangère par une révolution sociale qui s'étende aux centres impérialistes eux-mêmes.

Les travailleurs salariés, s'ils parviennent à défendre leurs propres intérêts au lieu de rester subordonnés à telle ou telle fraction de la bourgeoisie mondiale, nationale ou étrangère, « progressiste » ou cléricale, peuvent prendre la tête de tous les opprimés et mener une vraie révolution, une révolution sociale.

En Égypte, en Iran, en Tunisie, en Syrie, en Libye, seul le prolétariat est capable d'instaurer les libertés démocratiques, de garantir les droits des minorités nationales non-perses ou non-arabes, d'émanciper les femmes, de donner la terre aux paysans pauvres, de fournir du travail à tous, d'unifier progressivement la région sous forme de la fédération socialiste d'Asie de l'Ouest ou de la Méditerranée. Le prolétariat israélien ne sera rien tant qu'une partie significative des travailleurs juifs ne reconnaîtra pas les droits des arabes palestiniens, ce qui entraînera la destruction de l'État colonial sioniste et ouvrira la voie d'une Palestine démocratique, laïque et socialiste.

La première responsabilité des prolétariats des vieux pays impérialistes, qui comprend souvent des couches significatives venues d'Afrique ou d'Asie, est de lutter contre toute immixtion de leurs propres exploiteurs dans les pays étrangers, pour le retrait des troupes impérialistes de tous les pays dominés, pour l'évacuation des flottes de guerre et des bases militaires. Ainsi, les travailleurs s'ouvriront la voie de l'unité de leurs rangs contre le racisme et la xénophobie, de la défense résolue de leurs intérêts contre le capitalisme fauteur de crises et de chômage, de l'écrasement des bandes fascistes, de l'éviction de tous les gouvernements bourgeois, de la destruction de l'État bourgeois, de l'établissement de leur propre pouvoir et de l'expropriation du capital.

Depuis 100 ans, la sociale-démocratie et le travaillisme subordonnent le prolétariat à la bourgeoisie et depuis 80 ans le stalinisme en fait autant. Pour rompre avec la bourgeoisie et lui prendre le pouvoir, il faut partout construire le parti ouvrier révolutionnaire. Pour rompre avec la bourgeoisie et unir les prolétaires de tous les pays, il faut construire l'internationale ouvrière révolutionnaire.★



On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

En France, en Grèce, en Espagne, en Égypte, en Tunisie, en Syrie... seule la révolution prolétarienne ouvrira une issue aux exploités et aux opprimés



Grèce Russie Islamisme LO...PS...Front de gauche

n° 37 mars 2012 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Tract commun du CCI(T) et du GB
Dirigeants syndicaux, boycottez le sommet antisocial de Sarkozy !

Le 1er décembre 2011, Sarkozy a annoncé à Toulon qu'il convoquerait à un « sommet social » pour préparer de nouvelles attaques contre les travailleurs et y associer les organisations syndicales.

En janvier prochain, j'inviterai tous les partenaires sociaux à participer à un sommet sur l'emploi pour que chacun puisse apporter des solutions, faire des propositions. Il faudra avoir le courage d'affronter les grandes questions et de lever les tabous sur les freins à la compétitivité française.

Quels « partenaires sociaux » ? Il n'y a pas de partenariat entre les classes, mais lutte entre elles. Les « grandes questions », celles de la crise du capitalisme, de l'archaïsme des frontières, du chômage, de la pauvreté, de la guerre, peuvent être affrontées de deux manières.

Une manière qui aggrave les problèmes, celle de la vieille bourgeoisie française. Elle n'a à proposer que le chômage pour une partie des travailleurs (4,5 millions) et l'intensification de l'exploitation de celles et ceux qui ont un emploi (*« travailler plus longtemps », « travailler davantage »* selon les termes de Sarkozy ce jour-là), le tout s'accompagnant des interventions impérialistes dans les pays pour y défendre sa part du butin et de la désignation d'une partie du prolétariat (chômeurs, jeunes des quartiers paupérisés, étrangers) comme boucs émissaires des effets de la crise capitaliste.

Une voie qui résout les grandes questions, celle du prolétariat. La classe qui produit les richesses et qui représente l'avenir de la société a tout intérêt à diminuer le temps de travail sans perte de salaire pour éradiquer le chômage, préserver la santé des producteurs et leur donner le temps de contrôler la société. Elle a intérêt à collectiviser les moyens de production pour organiser la production et la répartition à l'échelle de l'Europe et du monde.

Sarkozy, dans le même discours, a tenté de faire retomber la responsabilité de la crise, non sur le capitalisme, ni sur les actionnaires et les dirigeants d'entreprises qui exploitent, spéculent et licencient, mais sur les travailleurs salariés, qui seraient des fainéants.

> *La retraite à 60 ans et les 35 heures ont été des fautes graves dont nous payons aujourd'hui lourdement les conséquences.*

Selon Sarkozy, la dette publique elle-même serait due à la force excessive du prolétariat qui serait capable de « bloquer » l'économie.

> *Depuis des décennies, nous dépensons trop et souvent mal. Cela ne peut plus durer. L'habitude qu'avait prise l'État d'être un guichet où l'on répondait oui, non pas à ceux qui en avaient le plus besoin, mais à ceux qui pouvaient protester le plus et bloquer le plus. Cela ne peut plus durer.*

Pour le gouvernement, la dette publique n'a rien à voir avec les dépenses militaires (officiellement 41 milliards d'euros, en fait plus), avec la fiscalité de plus en plus favorable aux riches, avec les multiples exemptions et subventions dont bénéficient les groupes capitalistes, en particulier ceux de la finance et de l'automobile.

Sarkozy veut donc continuer ce qu'il appelle ses « réformes », c'est-à-dire la destruction de tout ce que la classe ouvrière a arraché au cours des décennies précédentes. En effet, la classe capitaliste française considère les concessions antérieures comme autant d'entraves dans sa concurrence vis-à-vis de ses rivales, en particulier allemande ou chinoise.

Les intentions du président au service des grands capitalistes et du principal parti de la bourgeoisie française sont à peine cachées : imposer la baisse des salaires par la généralisation du « chômage partiel » quand cela arrange les patrons ; diminuer une fois de plus les cotisations des patrons à la sécurité sociale et augmenter la TVA antisociale qui pèse plus sur les familles de la classe ouvrière que sur celles des capitalistes.

Dans ces conditions, toute travailleuse consciente, tout travailleur conscient ne peut que réprouver la décision de toutes les confédérations d'obéir à la convocation de Sarkozy, de cautionner l'opération de TVA antisociale et de faciliter la politique d'austérité de ce gouvernement anti-ouvrier.

Pourtant, les directions de la CGT, de la CFDT et de FO ont l'intention de s'y rendre. Pourtant, l'UNSA et Solidaires qui ne sont pas convoquées ne s'opposent pas, la FSU y quémande une place. Quand Sarkozy a annoncé qu'il allait s'en prendre aux retraites le 15 janvier 2010, Thibault a ensuite trinqué avec lui, les confédérations ont continué à siéger au Conseil d'orientation des retraites, elles ont participé au « sommet social » qui a suivi et puis elles ont refusé d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait du projet du gouvernement. Résultat, l'âge de la retraite est passé à 62 ans. Il ne peut rien sortir de bon du sommet du 18 janvier.

Si les organisations syndicales défendent les intérêts des salariés contre le patronat et contre le gouvernement au service des patrons, elles n'ont rien à faire dans le prétendu sommet social. Leur présence ne servirait qu'à légitimer les prochaines attaques contre les travailleurs..

Pas un représentant syndical au sommet antisocial du 18 janvier ! Départ des représentants syndicaux du Conseil d'orientation des retraites et des conseils d'administrations des entreprises ! Interdiction des licenciements ! Annulation de la dette publique et expropriation des banques ! Diminution du temps de travail sans baisse des salaires et avec embauche !

16 janvier 2012

Comité communiste internationaliste (trotskyste), Groupe bolchevik [Collectif révolution permanente]